Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Bulletin d'information syndical

Novembre 2025 **NUMÉRO 17** **Politique médiatique publique du RESU**

Le personnel médical transporte un soldat ukrainien gravement blessé dans l'unité de soins intensifs (USI) de l'hôpital Mechnikov. [Evgeniy Maloletka/AP Photo]

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro 17 de *la lettre d'information syndicale* du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Elle paraît à un moment critique de la vie de l'Ukraine en tant que nation, alors que le président américain Trump manœuvre avec son « partenaire » Poutine pour imposer à l'Ukraine des conditions de capitulation criminelles, que le gouvernement belge refuse de débloquer les avoirs russes gelés pour sa défense et que le gouvernement lui-même est empêtré dans un scandale de corruption qui a coûté la place aux plus proches collaborateurs du président Zelensky.

Que doivent faire les organisations syndicales qui soutiennent les travailleurs ukrainiens dans cette situation, pour répondre de manière appropriée à l'appel d'urgence de leurs homologues ukrainiens (voir page 5) ? Dans notre éditorial, nous affirmons que le syndicalisme européen doit de toute urgence aller au-delà du statu quo.

Une autre urgence concerne l'attaque contre les enseignants ukrainiens, qui sont confrontés à la perte de leurs contrats à durée indéterminée, à une augmentation de leur charge de travail et à des réductions de salaire. Ils méritent le soutien total des syndicats européens (voir page 8).

Dans ce numéro, nous pouvons également célébrer deux victoires partielles : la décision du Royaume-Uni d'interdire à ses entreprises de transporter du GNL russe et la décision du gouvernement Zelenskyy de reporter l'introduction de son nouveau code du travail anti-ouvrier (voir pages 12 et 19).

Comme toujours, ces petites victoires ont été obtenues grâce à une lutte acharnée. Dans ce numéro, nous rendons compte de luttes similaires pour les droits des personnes LGTBQ+, pour le droit à l'avortement et pour les efforts incessants visant à sauver le système de santé ukrainien et les conditions de travail des personnes qui l'empêchent de s'effondrer (photo ci-dessus).

Comme toujours, nous vous souhaitons une lecture utile.

Sommaire

Éditorial : Aide immédiate aux travailleurs ukrainiens ! 2-4
Appel d'urgence des syndicats ukrainiens 5-7
Luttes des travailleurs en Ukraine — enseignants 8-12
Une victoire ! Le Royaume-Uni interdit le transport maritime de GNL russe 13-15
Luttes des travailleurs de la santé en Ukraine 16-19
Luttes des femmes en Ukraine 20-23
Luttes étudiantes en Ukraine 24-26
Luttes des LGBTQ+ en Ukraine 27-30
Autres actualités et analyses sur l'Ukraine 31-34
Solidarité (actualités) 35-43
Luttes des travailleurs en Biélorussie 44-45
Lectures complémentaires 46

Éditorial

Syndicats d'Europe ! Travaillons ensemble pour venir en aide aux travailleurs ukrainiens MAINTENANT !

L'Ukraine se trouve à un tournant décisif pour son avenir. L'avenir de l'Europe est également en jeu. Donald Trump, allié et « partenaire » de Poutine, ne cesse de faire pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il capitule. La proposition en 28 points élaborée sous la houlette de la Russie par son ami et négociateur plénipotentiaire Steve Witkoff n'était rien d'autre que la concrétisation du plan élaboré par le duo Trump-Poutine à Anchorage, en Alaska, au mois d'août.

Un plan de capitulation : pour la partition de l'Ukraine ; pour la désactivation de sa défense ; pour les relations commerciales entre les États-Unis et une Russie pardonnée pour ses crimes ; pour marginaliser et affaiblir l'Europe ; pour amnistier les coupables de crimes de guerre ; pour l'occupation indéfinie des territoires ; pour le pillage des ressources naturelles et minérales ; pour l'éradication de la culture ukrainienne ; pour la modification forcée des frontières internationales... tout cela au nom de la « paix ».

Il existe bien sûr une résistance à l'acceptation de ce plan diabolique. Tout d'abord, bien sûr, en Ukraine. Le président Zelensky lui-même a souligné l'amère alternative qui pourrait être imposée : soit se rendre, soit perdre les États-Unis comme allié.

De leur côté, les principaux pays et dirigeants de l'Union européenne ont présenté une alternative en 24 points, mais l'ont immédiatement retirée pour proposer des amendements à la proposition en 28 points. Depuis lors, l'Ukraine et l'UE tentent de corriger le pacte Trump-Poutine.

Mais la Russie continue de faire chanter les États-Unis et les intentions immédiates de Trump restent floues. Quoi qu'il en soit, son attitude sous-jacente *est* limpide : la liberté de l'Ukraine en tant que nation est un obstacle à ses plans et à ceux de Poutine, et ils feront tout leur possible pour la faire disparaître.

L'issue de ces « négociations » importe non seulement aux chefs de gouvernement, mais aussi aux travailleurs du monde entier. Si cette « paix » se concrétise, elle marquera presque certainement le coup d'envoi d'une guerre en Europe. Dans une telle perspective, les droits démocratiques des peuples sont immédiatement menacés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Ukraine.

La corruption est comme un cancer

À cette situation désastreuse s'ajoute la révélation, à la mi-novembre, de nouvelles métastases du cancer de la corruption en Ukraine même, qui ronge cette fois-ci le cœur même du gouvernement Zelensky. Cela montre également le carrefour auquel se trouve le pays.

La scandaleuse affaire de pots-de-vin de 100 millions de dollars, qui a détourné entre 10 % et 15 % de la valeur des contrats des fournisseurs vers le géant énergétique public Energoatom, impliquait des proches collaborateurs de Zelensky :Timur Mindich (aujourd'hui en fuite en Israël), l'ancien vice-Premier ministre Oleksiy Chernyshov (déjà sous le coup d'une enquête dans une autre affaire), le ministre de la Justice Herman Halushchenko et la ministre de l'Énergie Svitlana Hrynchuk, tous deux démis de leurs fonctions.

Le 28 novembre, le tout-puissant chef de cabinet de Zelensky, Andriy Yermak, a démissionné à la suite d'une descente anti-corruption à son domicile.

L'escroquerie a été découverte par les agences anticorruption indépendantes NABU et SAP, que les manifestations de masse de juillet ont empêchées d'être rétrogradées au rang de simples départements du ministère de la Justice.

Confrontée à l'avancée russe et à la volonté de Trump et Poutine d'imposer la capitulation (« la paix »), l'Ukraine se trouve désormais face à un choix dramatique. Soit elle veille à ce que toutes ses ressources soient consacrées à la victoire contre l'invasion de Poutine et ses efforts croissants pour rendre la vie insupportable à la population pendant l'hiver, soit elle continue comme si de rien n'était.

La seconde option signifie accepter que les intérêts et la corruption des super-riches et de leurs amis au sein du gouvernement prévaudront et saboteront tous les sacrifices du peuple et de l'armée elle-même, rapprochant ainsi le cauchemar de la partition et de la défaite de l'Ukraine.

Le cancer de la corruption en Ukraine est systémique et affecte non seulement l'économie et l'armée, mais aussi la moralité sociale. Lorsque les riches peuvent se soustraire à leurs obligations et éviter de mourir au front ; lorsqu'ils peuvent maintenir un style de vie ostensiblement obscène alors que la majorité de la classe ouvrière s'appauvrit ; lorsque les secteurs les plus vulnérables de la population, tels que les retraités, les enfants et les femmes célibataires, sont confrontés à d'énormes difficultés tout en étant témoins du luxe et de l'arrogance au sommet de la hiérarchie politique...Tant que cette situation perdure, il est impossible de faire le bond en avant nécessaire dans l'effort de défense que la situation critique exige.

Seule la mobilisation peut arrêter le désastre

La contradiction qui doit être résolue est celle qui oppose une guerre défensive menée par la majorité du peuple, dont le noyau est la classe ouvrière, et une oligarchie capitaliste riche. Cette dernière profite de la situation de guerre pour démanteler les syndicats et les droits démocratiques, ouvrant ainsi la voie à son enrichissement supplémentaire. En érodant les droits sociaux, les droits du travail et les droits humains en Ukraine, ce cancer sape à son tour les capacités défensives et offensives de l'armée elle-même.

La mobilisation spontanée de juillet contre la dissolution des organismes anticorruption NABU et SAP a révélé la vitalité de la société ukrainienne, en particulier chez les jeunes. Mais la lutte contre l'oligarchie et les riches doit se poursuivre, dans le but de renforcer la position de la majorité sociale qui s'oppose à la corruption et à la guerre menée par l'élite contre les droits démocratiques et les droits du travail.

Au cœur de cette majorité se trouve la classe ouvrière ukrainienne dans toute sa diversité. Soutenir publiquement la résistance des travailleurs, des étudiants et des retraités ukrainiens sur tous les fronts est le meilleur moyen d'aider le pays à lutter contre l'envahisseur. Le rôle des syndicats est une fois de plus crucial : ils constituent la dernière barricade pour la défense des droits des travailleurs et des droits démocratiques.

Quelle initiative ?

Comment le mouvement syndical européen et international peut-il aider au mieux l'Ukraine en ce moment critique ? Il reste absolument nécessaire de continuer à fournir l'aide matérielle que les syndicats ont envoyée jusqu'à présent, mais celle-ci n'est pas à la hauteur de l'ampleur de la crise actuelle. Cela pourrait être fatal : la pression exercée par Trump et Poutine pour forcer la capitulation et la cession d'un cinquième du territoire ukrainien s'ajoute aux doutes des principaux gouvernements européens quant à l'opportunité d'apporter un soutien décisif en termes d'armes et de déblocage des avoirs russes gelés, ainsi qu'aux opérations corrosives de la classe oligarchique ukrainienne elle-même.

Le mouvement syndical européen doit désormais faire un bond en avant et sortir du cadre habituel. Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine propose d'organiser un convoi unique et uni d'aide solidaire des travailleurs à l'Ukraine, à une échelle aussi large et unie que possible. Les syndicats et fédérations nationaux organiseraient leurs propres contingents, qui se réuniraient pour former un convoi unique et impressionnant dans le but d'attirer l'attention et le soutien du public, comme l'a fait la Flottille mondiale Sumud vers Gaza.

L'image d'une longue file de camions chargés d'aide humanitaire et arborant les mêmes slogans et décorations serait magnétique, tant au niveau national qu'à l'échelle européenne, surtout lorsque les convois d'approvisionnement provenant de différents pays européens rejoindraient le convoi final entrant en Ukraine.

Le convoi des travailleurs vers l'Ukraine (ou quel que soit le nom qui sera finalement choisi) serait également une occasion précieuse de sensibiliser l'opinion publique à la situation critique dans laquelle se trouvent l'Ukraine et son peuple et aux raisons pour lesquelles les travailleurs de toute l'Europe devraient leur offrir leur solidarité morale et matérielle. Il pourrait également s'accompagner d'une campagne intensive de collecte de fonds, l'aide fournie étant distribuée par le biais du mouvement syndical ukrainien.

Idéalement, une initiative d'une telle envergure serait organisée par la Confédération européenne des syndicats, mais si celle-ci refusait de relever le défi, les organisations syndicales nationales convaincues de la nécessité d'un effort spécial de cette ampleur en faveur de l'Ukraine devraient organiser une « coalition de travailleurs volontaires » pour la mener à bien.

Si ce n'est pas le moment pour le mouvement syndical européen de faire un tel effort pour le peuple ukrainien, quand le sera-t-il ?

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU

GROUPE RÉDACTIONNEL DU BULLETIN D'INFORMATION DU SYNDICAT ENSU-RESU

Alfons Bech, coordinateur syndical, RESU, membre, Commissions ouvrières de Catalogne (CCOO)
Vasyl Andreyev, président du syndicat de la construction de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)
Maksim Pazniakou, président par intérim du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP)
Luca Cirigliano, responsable des affaires internationales, Confédération suisse des syndicats (SGB/USS)
Cati Llibre, secrétaire internationale, Union générale des travailleurs (UGT), Catalogne
Colin Long, responsable des transitions justes, Conseil syndical de Victoria (VTHC), Australie
John Moloney, secrétaire général adjoint, Syndicat des services publics et commerciaux (PCS), Royaume-Uni
Frederico Henrique, dirigeant des Travailleurs dans la lutte socialiste (TLS), Brésil
André Frappier, ancien président, section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)
Martin Gaillie, délégué du Syndicat des professeurs de l'Université du Québec auprès du Conseil central métropolitain de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union Syndicale Solidaires (USS), France
Dick Nichols, groupe de coordination RESU, membre du Syndicat des journalistes de Catalogne (SPC)
Patricio Paris, RESU, ancien délégué d'entreprise de la Confédération générale du travail (CGT), France

Réseaux sociaux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Site web Facebook Instagram YouTube E-mail

Remarque concernant les traductions : *lorsque les traductions sont des traductions automatiques révisées, cela est indiqué après la source de l'article par l'acronyme EMT.*

Remarque concernant les liens vers des sites web. *Nous essayons de créer des liens vers des références dans la même langue que celle de la newsletter, mais lorsque cela est impossible, nous créons des liens vers la langue originale du document référencé.*

Remarque sur les valeurs monétaires*. Le taux de change de la hryvnia ukrainienne (UAH) par rapport à l'euro et les autres taux utilisés dans ce numéro de la Newsletter sont ceux en vigueur au 28 novembre 2025.*

Конфедерація вільних профспілок України

ФЕДЕРАЦІЯ ПРОФЕСІЙНИХ СПІЛОК УКРАЇНИ

Les syndicats ukrainiens lancent un APPEL à leur partenaires européens

Source : KVPU

(16 novembre 2025)
Chers frères et sœurs,
Au nom de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) et de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), nous tenons tout d'abord à exprimer notre profonde gratitude à la CES et à tous ses affiliés pour leur solidarité, leur soutien et leur aide indéfectibles envers les travailleurs et les syndicats ukrainiens depuis les premiers jours de l'agression russe.
Aujourd'hui, nous sommes une fois de plus contraints de vous adresser un appel urgent. La Fédération de Russie non seulement poursuit, mais intensifie également sa guerre brutale contre l'Ukraine, la transformant en une terreur prolongée contre les travailleurs, les syndicats et les communautés pacifiques. Elle bafoue systématiquement le droit international, les normes du travail et les fondements mêmes de l'humanité.

La Russie ignore cyniquement les normes du droit international humanitaire et refuse obstinément de se conformer aux résolutions des Nations unies, en particulier la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 mars 2022, qui demande le retrait complet des troupes russes et la révocation de la reconnaissance des soi-disant « Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk ». La Russie ignore également ouvertement la résolution de l'Organisation internationale du travail (OIT), adoptée lors de la 344e session du Conseil d'administration (mars 2022), qui l'appelle à cesser immédiatement son agression. Chaque nuit, notre pays est victime d'attaques à la roquette et au drone. Rien que cette année, la Russie a tiré plus de 770 missiles balistiques et plus de 50 missiles hypersoniques « Kinzhal » sur l'Ukraine. Des maisons, des hôpitaux, des usines et des écoles ont ainsi été détruits. Les travailleurs des régions frontalières, où les emplois et des communautés entières sont détruits, sont particulièrement touchés.

Sur les 300 000 habitants qui vivaient à Kherson avant la guerre, il n'en reste qu'environ 65 000, dont plus des deux tiers sont des retraités. Cette ville est devenue un symbole de résilience et de souffrance.

Le secteur énergétique et ses travailleurs sont victimes d'attaques dévastatrices de la part de la Russie

Récemment, la Russie a lancé une nouvelle vague d'attaques massives, détruisant délibérément les infrastructures énergétiques essentielles de l'Ukraine. Les centrales thermiques, les centrales hydroélectriques, les installations pétrolières et gazières, les ports, les chemins de fer — tout ce qui permet de subvenir aux besoins de millions de personnes — sont pris pour cible. Des roquettes et des drones frappent les centres des grandes villes et les zones industrielles, laissant derrière eux l'obscurité, le froid et la destruction.

Les habitants de Kiev et de la région de Kiev, de Poltava et de la région de Poltava, de Zaporijia, de Soumy, de Tchernihiv et de la région de Tchernihiv, de Dnipropetrovsk et d'autres régions d'Ukraine se retrouvent sans

électricité, sans chauffage et sans eau. Le 5 novembre 2025, une nouvelle attaque contre la région de Dnipropetrovsk a coupé l'électricité de huit mines de charbon. À ce moment-là, 2 595 mineurs se trouvaient sous terre. Ils étaient en train d'être secourus des mines inondées et remplies de gaz lorsque la Russie a de nouveau attaqué la même région. Des villes entières sombrent dans l'obscurité, les hôpitaux, les écoles et les entreprises ferment leurs portes. Les maisons sont froides et silencieuses, seulement troublées par le bruit des sirènes et des explosions.

Malgré cela, les travailleurs ukrainiens du secteur de l'énergie, véritables héros, se rendent au travail sous les bombardements pour ramener la lumière à la population et maintenir le pays en vie. Néanmoins, chaque nuit, de nouvelles frappes de plus en plus brutales effacent le fruit de leur travail, rapprochant la catastrophe humanitaire et la menace de nouvelles vagues de réfugiés provenant de villes détruites et gelées. Un long hiver s'annonce, auquel tout le monde ne survivra pas.

Les travailleurs ukrainiens sont la cible des troupes russes

Selon le Service national du travail, au cours des huit premiers mois de 2025 seulement, 766 travailleurs ont été blessés et 154 ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions. Ce ne sont pas des statistiques. Ce sont les vies de nos collègues, de nos amis, des membres de notre syndicat.
Ils sont morts au travail :
• Le 3 octobre — Antoni Lallican, journaliste français, tué par un drone FPV russe ;
• Le 28 septembre — Oksana Katerusha, infirmière, tuée alors qu'elle venait en aide à un patient ;
• Le 24 juin — Anton Zemlianyi, commandant d'une équipe de sauvetage minier et membre du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine ;
• Le 28 août — 23 civils, dont quatre enfants, tués lors d'une attaque à grande échelle menée par la Fédération de Russie.

Le même jour, les bureaux du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (Koziatyn) et du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (Dobropillia) ont été détruits, ainsi que tous leurs biens et documents.

Depuis 2014, la KVPU a perdu au moins 50 bureaux syndicaux dans les régions de Louhansk, Donetsk et Crimée. Pendant cette période, plus d'une centaine de bureaux syndicaux ont été perdus par les affiliés de la FPU.

Terreur dans les territoires occupés

La Russie a transformé les territoires occupés en un espace de peur et de violence. Tous les syndicats ukrainiens sont interdits et leurs dirigeants sont kidnappés.

Les « représentants » de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), favorable au Kremlin, sont imposés à la place des organisations légitimes afin de dissimuler l'occupation sous le couvert de faux « syndicats ».

Des centaines de travailleurs ont été kidnappés et torturés à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Parmi les morts figure Andrii Honcharuk, plongeur et membre d'un syndicat, assassiné en juillet 2022.

Serhii Potiyngha, ingénieur à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, a été condamné par les occupants à 19 ans de prison. Natalia Shulha, une employée de la centrale âgée de 56 ans, a été condamnée à 15 ans. Au moins 16 000 civils, dont des syndicalistes, sont retenus captifs.

Entre 20 000 et 300 000 enfants ukrainiens ont été déportés en Russie.

Il s'agit là de crimes qui ne sont pas prescrits.

Violations des normes internationales du travail

Les actions de la Fédération de Russie constituent une destruction délibérée des droits humanitaires et du travail consacrés par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève et la Convention n° 87 de l'OIT sur

la liberté syndicale. Les travailleurs, membres du KVPU et du FPU, ont défendu l'Ukraine et la paix en Europe.

Les travailleurs ukrainiens ne sont pas seulement des victimes, ils sont aussi des combattants pour la vie et la liberté. Parmi nos membres, nous comptons des milliers de militaires qui ont défendu non seulement l'Ukraine, mais aussi la paix et la démocratie dans toute l'Europe. Nous avons perdu de nombreux camarades, mais leur sacrifice est un appel à ne pas rester silencieux.

Le KVPU et le FPU lancent un appel commun à la solidarité

Nous appelons la CES et ses affiliés à :
• condamner une nouvelle fois fermement la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, les attaques massives contre les villes et les violations des droits du travail et des droits humains ;
• d'accroître l'aide humanitaire aux membres de la KVPU et de la FPU qui ont perdu leur logement ou leur accès à l'électricité, en particulier à l'approche de l'hiver et compte tenu de l'absence de chauffage dans les logements et les lieux de travail ;
• renforcer la surveillance internationale et la couverture médiatique des tragédies vécues par les travailleurs ukrainiens ;
• soutiennent la campagne de solidarité pour la libération des civils et des syndicalistes détenus par la Russie et pour le retour des enfants enlevés ;
• soutenir l'aide humanitaire, économique et militaire apportée à l'Ukraine par l'UE et les gouvernements européens ;
• appeler à des sanctions plus sévères contre la Russie et à l'utilisation des avoirs russes gelés pour aider les travailleurs et les communautés ukrainiens.

Luttes des travailleurs en Ukraine - enseignants

Arrêtez les attaques contre les emplois et les droits !

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine (Angleterre et Pays de Galles)

(27 novembre 2025) Les enseignants ukrainiens sont confrontés à une attaque sans précédent contre leurs emplois et leurs conditions de travail. Alors que le Parlement s'apprête à adopter la loi de finances pour 2026, les propositions qu'elle contient prévoient la suppression des contrats à durée indéterminée, l'augmentation de la charge de travail, la réduction des salaires et des indemnités et la remise en cause des droits fondamentaux des travailleurs. Ces mesures, condamnées par les syndicats ukrainiens, risquent d'entraîner des licenciements massifs et une détérioration de la qualité de l'éducation pour des millions d'enfants déjà traumatisés par la guerre.

Les appels ci-dessous émanent du Syndicat libre des travailleurs de l'éducation et des sciences d'Ukraine (VPONU, logo illustré) et de l'Internationale de l'éducation, et sont soutenus par le syndicat britannique des enseignants, la National Association of Schoolmasters–Union of Women Teachers (NASUWT). Ils mettent en garde contre les conséquences dévastatrices de ces réformes et appellent à une solidarité urgente.

La campagne de solidarité avec l'Ukraine soutient les enseignants et leurs syndicats contre cette atteinte aux droits démocratiques et à la dignité au travail. Nous avons fourni une aide vitale aux écoles et aux enseignants qui travaillent en première ligne. Imposer ces réformes maintenant serait une trahison honteuse de leur sacrifice.

Nous invitons nos sympathisants à lire ces déclarations, à les diffuser largement et à se joindre à l'appel international pour défendre les éducateurs ukrainiens. La protection des droits des enseignants est essentielle non seulement pour l'équité au travail, mais aussi pour préserver l'avenir des enfants ukrainiens et la reprise économique du pays.

Ne laissez pas les droits du travail des éducateurs être érodés et la profession enseignante être dévalorisée.

Source : VPOMU

Dans ses conclusions sur le projet de loi ukrainien « Sur le budget de l'État ukrainien pour 2026 », qui est en cours de préparation pour sa deuxième lecture, la commission de l'éducation, des sciences et de l'innovation de la Verkhovna Rada a proposé d'ajouter des dispositions qui, si elles étaient adoptées par le parlement, conduiraient à une

restriction des droits du travail du personnel enseignant. Cela a suscité à juste titre l'indignation des éducateurs (photo de la manifestation des enseignants à Ivano-Frankivsk).

Le Conseil des dirigeants du Syndicat libre de l'éducation et des sciences d'Ukraine (VPONU) à Lviv a adopté un appel adressé au président de la Verkhovna Rada d'Ukraine, au ministre de l'Éducation et des Sciences et au président de la commission parlementaire de l'éducation, des sciences et de l'innovation.

Dans cet appel, ils les exhortent à empêcher l'introduction d'amendements au projet de loi sur le budget de l'État pour 2026 qui dévaloriserait effectivement le rôle des travailleurs pédagogiques, les retirerait de la catégorie des sujets à part entière et égaux en matière de droit du travail et de droits constitutionnels, tout en causant des dommages irréversibles à l'ensemble du secteur éducatif du pays.

Le Conseil du VPONU à Lviv avance les arguments suivants :

1. L'augmentation de la charge de travail des enseignants à 22 heures nuit à la qualité du processus éducatif, car les enseignants auront moins de temps pour préparer leurs cours, corriger les copies et travailler individuellement avec les élèves.

2. L'augmentation du taux d'enseignement constitue en réalité une réduction cachée du financement de l'éducation, car avec le fonds salarial existant, le nombre de postes à temps plein diminuera, entraînant des réductions de personnel. En d'autres termes, la soi-disant augmentation salariale sera obtenue par une augmentation de la charge de travail. Une augmentation du nombre d'heures de travail dans ces conditions n'est pas une augmentation salariale, mais un abus de langage qui revient à une exploitation accrue des travailleurs.

3. La suppression des primes pour les qualifications pédagogiques décourage le développement professionnel, car elle supprime l'incitation financière à améliorer les qualifications et diminue le prestige des réalisations et de l'excellence pédagogique.

4. La baisse des revenus des enseignants aggravera la pénurie de personnel, accélérera l'exode des spécialistes à l' e et rendra plus difficile l'attraction de jeunes professionnels dans ce domaine.

5. Le remplacement des contrats à durée indéterminée par des contrats à durée déterminée supprime la sécurité de l'emploi, rendant les enseignants vulnérables à l'arbitraire de l'employeur.

6. Un contrat à durée déterminée pouvant aller jusqu'à cinq ans crée une incertitude permanente, car chaque prolongation dépend de la décision de l'administration plutôt que de la seule performance professionnelle. Un enseignant étudie à l'université pendant 5 à 6 ans pour ensuite passer chaque année, tous les trois ou tous les cinq ans à prouver son droit de travailler à nouveau. Il est évident que cela aura une incidence sur le désir des jeunes de suivre des études dans le domaine de l'éducation, car cela place les futurs enseignants dans une position

inférieure par rapport aux autres professions, ce qui constitue une violation du principe constitutionnel d'égalité des citoyens.

7. De tels contrats renforcent la dépendance administrative, ce qui peut entraîner des préjugés, de la subjectivité et avoir un impact négatif tant sur la qualité du travail que sur le bien-être émotionnel des enseignants.

8. Les contrats à durée indéterminée sont essentiels à la stabilité de l'enseignement, car ils garantissent la continuité, la confiance et un travail à long terme avec les élèves. Les contrats à durée déterminée compromettent cette stabilité.

9. Le risque de non-renouvellement tous les 3 à 5 ans diminue le prestige de la profession, la rendant moins attrayante pour les jeunes spécialistes.

10. La Cour constitutionnelle d'Ukraine, dans sa décision n° 1-r/2023 du 7 février 2023, a déjà statué que l'imposition de contrats obligatoires au personnel enseignant violait la Constitution. Cette décision s'appliquait aux employés ayant atteint l'âge de la retraite, mais les modifications actuellement proposées élargissent la catégorie des travailleurs soumis à cette inégalité constitutionnelle sur la base de leur affiliation professionnelle.

L'appel lancé par le Conseil du VPONU à Lviv, signé par sa présidente, Nadiya Tanasiychuk, se termine par un appel aux députés afin qu'ils empêchent une violation flagrante des droits du travail et des droits constitutionnels du personnel enseignant lors de l'adoption de la loi sur le budget de l'État pour 2026 et qu'ils rejettent les amendements proposés. Il faut espérer que les parlementaires écouteront la voix des éducateurs.

Education International
Internationale de l'Education
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

CSEE
ETUCE

Appel urgent à l'action pour mettre fin aux changements législatifs qui menacent les enseignants

L'Internationale de l'Éducation (IE) et le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) **appellent toutes les organisations membres à agir** pour aider à empêcher les changements législatifs concernant les enseignants en Ukraine prévus pour le 2 décembre. Selon le Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences d'Ukraine (TUESWU), ces changements menacent le statut de la profession enseignante et violent les normes internationales du travail.

Représentant près d'un million de professionnels des secteurs de l'éducation et des sciences en Ukraine et membre de l'Internationale de l'Éducation, le TUESWU a informé l'IE et le CSEE des propositions incluses dans les conclusions de la commission parlementaire de l'éducation, des sciences et de l'innovation concernant le projet de loi sur le budget de l'État pour 2026. Ces mesures prévoient :

- Mettre fin à tous les contrats de travail permanents des enseignants d'ici le 31 août 2026.
- Imposer la transition obligatoire vers des contrats à durée déterminée (1 à 5 ans) tout en licenciant ceux qui refusent.
- Augmenter la charge de travail hebdomadaire des enseignants, ce qui entraînerait le licenciement de plus de 70 000 enseignants.
- Réduire les rémunérations et les indemnités, y compris les primes d'ancienneté et de titre professionnel.

- modifier les lois fondamentales sur l'éducation par le biais de la loi budgétaire, une pratique interdite par la Constitution ukrainienne.

Ces mesures violent les conventions 87, 98 et 151 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les engagements pris par l'Ukraine auprès de l'UNESCO, de l'OIT et du Conseil de l'Europe. Si elles sont adoptées, elles auront des conséquences désastreuses sur la profession enseignante, entraîneront des licenciements massifs, détérioreront la qualité de l'éducation, porteront préjudice à des millions d'élèves et compromettront la reprise économique de l'Ukraine après la guerre.

Le temps presse, car l'adoption du budget est prévue pour le 2 décembre 2025.

L'IE et le CSEE exhortent toutes les organisations membres à prendre les mesures suivantes :

- **Écrivez immédiatement au président du Parlement (Verkhovna Rada) ukrainien** pour exiger le retrait de ces amendements. Vous pouvez utiliser le modèle de lettre ci-joint. Votre lettre doit être envoyée à l'IE, qui la transmettra.
- **Envoyez une copie de la lettre à l'ambassade d'Ukraine** dans votre pays ou aux principales missions permanentes de l'Ukraine à Budapest, Genève ou Washington.
- **Exprimez publiquement votre solidarité et soutenez la déclaration du TUESWU** en utilisant les hashtags : #НІ_звуженню_прав (« NON à la restriction des droits ») et ТАК_три_мінімальні (« OUI aux trois minimums »).
- **Partagez cet appel avec vos réseaux**.

Pour plus d'informations sur la manière de participer à cette action de solidarité et de soutenir les enseignants ukrainiens, veuillez contacter le siège de l'IE.

La guerre en Ukraine reste une question très préoccupante pour la communauté syndicale internationale de l'éducation, en particulier en raison de son impact sur les enseignants, le personnel de soutien à l'éducation et les étudiants, qui sape l'ensemble du système éducatif du pays.

L'IE, le CSEE et leurs organisations membres soutiennent les enseignants et leur syndicat en Ukraine à ce moment critique. Dans le contexte de la guerre en cours, il est essentiel de préserver la qualité de l'éducation pour l'avenir de l'Ukraine.

Pour suivre le travail de solidarité de l'IE en Ukraine et dans d'autres pays confrontés à des situations d'urgence, veuillez consulter la page Solidarité en cas d'urgence (ei-ie.org).

Les modifications législatives proposées en Ukraine constituent une atteinte scandaleuse aux droits démocratiques des enseignants

Le syndicat des enseignants NASUWT s'est joint à **l'Internationale de l'Éducation (IE)** et au **Comité syndical européen de l'éducation (CSEE)** pour appeler à une action internationale urgente afin de mettre fin aux modifications alarmantes de la législation ukrainienne qui auraient des conséquences désastreuses pour la profession enseignante.

Les propositions, qui devraient être adoptées la semaine prochaine, prévoient :

- mettre fin à tous les contrats permanents des enseignants d'ici août 2026
- imposer le passage obligatoire à des contrats à durée déterminée de courte durée
- augmenter la charge de travail des enseignants, entraînant le licenciement de plus de 70 000 enseignants

- Réduire les salaires et les indemnités, y compris les primes d'ancienneté et de titre professionnel
- modifier les lois fondamentales sur l'éducation par le biais de la loi de finances, en violation de la Constitution ukrainienne

Ces mesures enfreignent les normes internationales du travail, notamment les conventions 87, 98 et 151 de l'OIT, et risquent de compromettre la reprise post-guerre de l'Ukraine en déstabilisant son système éducatif.

Matt Wrack, secrétaire général de la NASUWT, a déclaré :

« Les enseignants ukrainiens font déjà preuve d'un courage extraordinaire pour maintenir un semblant d'éducation pour les enfants profondément traumatisés par la guerre.

Proposer aujourd'hui de rompre leurs contrats à durée indéterminée, de réduire leurs salaires et de procéder à des licenciements massifs revient à trahir leurs efforts courageux quotidiens pour tenter d'offrir une éducation aux enfants du pays.

Il s'agit d'une atteinte scandaleuse à leurs droits démocratiques, aux normes internationales du travail et à l'avenir de millions d'enfants ukrainiens qui portent déjà les stigmates du conflit.

La ministre des Affaires étrangères, Yvette Cooper, devrait immédiatement exprimer sa ferme opposition à ces mesures antidémocratiques, tout comme les gouvernements de toute l'Europe.

La NASUWT se tient aux côtés de ses collègues ukrainiens. Nous exigeons que le Parlement retire ces propositions sans délai. Il est essentiel de protéger les droits des enseignants si l'Ukraine veut finalement se reconstruire en tant que société juste et équitable. »

Campagne : Arrêtez les importations de combustibles fossiles russes !

Le Royaume-Uni va enfin *interdire* aux entreprises britanniques telles que Seapeak, basée à Glasgow, de transporter des combustibles fossiles russes !

Source : Ukraine Solidarity Campaign Scotland
(12 novembre 2025) Le gouvernement britannique a enfin annoncé qu'il interdirait aux entreprises britanniques de participer au transport maritime de gaz naturel liquéfié (GNL) russe.

Un porte-parole de la coalition Stop Seapeak a déclaré :

« Le gouvernement britannique a trop longtemps permis à des entreprises britanniques telles que Seapeak, basée à Glasgow, de générer des milliards de dollars par an pour la machine de guerre de Poutine grâce à leur rôle dans le transport de gaz naturel liquéfié russe vers les ports d'Europe et du monde entier.

Nous sommes ravis, au-delà des mots, de l'annonce selon laquelle le Royaume-Uni va enfin fermer le robinet et tarir cette importante source de revenus pour le régime russe.

Il s'agit d'une victoire majeure pour une campagne internationale menée par des organisations de base, notamment des organisations ukrainiennes telles que Razom We Stand et United Action, des organisations écossaises telles que Ukraine Solidarity Campaign Scotland et Climate Camp Scotland, des associations d'étudiants ukrainiens dans les universités écossaises et des syndicalistes de base en Ukraine et en Écosse.

Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui, au cours des deux dernières années, ont soutenu nos manifestations au siège de Seapeak à Glasgow et nos pétitions adressées aux parlements britannique et écossais.

Ce triomphe de la solidarité internationale montre à quel point les gouvernements européens peuvent et doivent faire davantage pour soutenir l'Ukraine à l'approche du quatrième anniversaire de l'invasion totale de la Russie.

Nous devons maintenant voir l'engagement du gouvernement britannique se concrétiser le plus rapidement possible.

Trop de personnes mourront et trop de villages et de villes seront occupés par la Russie d'ici à ce que le gouvernement britannique mette pleinement en œuvre cette interdiction, dans plus d'un an.

Nous continuerons à faire pression sur le gouvernement britannique pour qu'il soutienne davantage l'Ukraine dans sa résistance au fascisme russe. »

Alors que le Royaume-Uni prend des mesures pour priver le Kremlin de ses revenus liés au GNL, les militants ukrainiens demandent l'annulation rapide du contrat de TotalEnergies

Source : Razom We Stand

(12 novembre 2025)

Aujourd'hui, le Royaume-Uni a annoncé l'interdiction des services maritimes russes liés au transport des exportations de combustibles fossiles, qui contribuent à alimenter le trésor de guerre de la Russie. Le groupe militant ukrainien Razom We Stand salue cette décision, mais craint que le Royaume-Uni ne « traîne les pieds » dans la suppression progressive de ces services et demande la suspension immédiate des contrats du gouvernement britannique avec TotalEnergies, une entreprise qui collabore également avec la Russie et aide à collecter des fonds pour le Kremlin.

Le Dr Svitlana Romanko, fondatrice et directrice exécutive de Razom We Stand, a déclaré :
« Alors que les missiles et les drones continuent de dévaster l'Ukraine quotidiennement, la décision du gouvernement britannique d'imposer une interdiction des services maritimes au GNL russe est une mesure attendue depuis longtemps et bienvenue. La suppression rapide du soutien maritime britannique aux exportations de GNL russe étouffera les revenus qui alimentent la machine de guerre brutale de Poutine, des revenus qui ont soutenu les atrocités depuis le début. Après plus de trois ans de plaidoyer inlassable, nous saluons cette mesure décisive, qui met fin à la collaboration maritime qui a permis d'injecter des milliards dans le trésor de guerre de la Russie. Cependant, nous appelons également à prendre d'autres mesures.

« Mais le gouvernement britannique ne doit pas « ralentir » la suppression progressive prévue et le Premier ministre Starmer doit immédiatement annuler le contrat énergétique indéfendable avec TotalEnergies, une entreprise qui continue de collaborer avec la Russie, contribuant ainsi à lever des milliards pour sa machine de guerre. Seules des mesures rapides et audacieuses comme celles-ci peuvent nous rapprocher d'une paix juste en Ukraine. »

Razom We Stand célèbre aujourd'hui, après des années de campagne, l'interdiction faite à Seapeak (basée à Glasgow) de transporter du gaz naturel liquéfié russe. Razom We Stand exhorte également le gouvernement britannique à s'aligner rapidement sur les sanctions du G7 et de l'UE, à les accélérer et à prendre des mesures énergiques, notamment des sanctions secondaires contre les exportations de GNL russe et les navires de sa flotte fantôme.

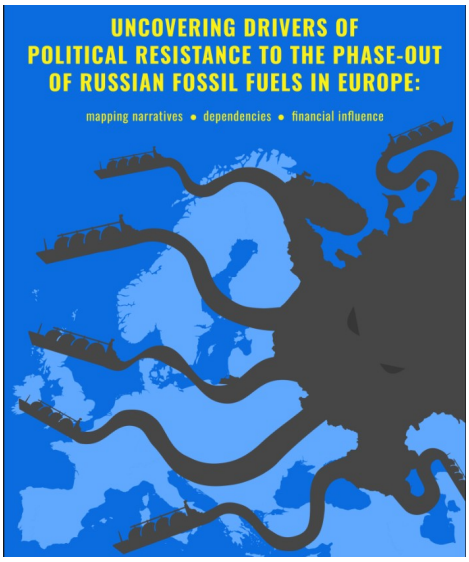
Un nouveau rapport révèle le soutien continu des entreprises européennes au financement de la guerre de Poutine

Source : Razom We Stand

(*27 novembre 2024)* Malgré l'engagement pris par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative REPowerEU ( ) d'éliminer la dépendance aux combustibles fossiles russes à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022, une résistance politique et économique importante persiste. Alors que les importations de gaz par gazoduc de l'UE en provenance de Russie ont considérablement diminué, les importations de GNL ont augmenté de 7 % en glissement annuel au début de 2025, générant plus de 3 milliards d'euros rien qu'entre avril et septembre 2025. La poursuite de ces échanges commerciaux compromet les objectifs de sécurité énergétique de l'UE, ses engagements climatiques dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe et ses efforts pour isoler

économiquement la Russie. La persistance des flux énergétiques russes révèle l'existence de réseaux d'influence systématiques impliquant des intérêts commerciaux, des acteurs politiques et des dépendances financières qui entravent la transition vers l'abandon des combustibles fossiles russes.

La nouvelle étude de Razom We Stand, intitulée « Uncovering Drivers of Political Resistance to the Phase-Out of Russian Fossil Fuels in Europe: Mapping Narratives, Dependencies, Financial Influence » (Découvrir les facteurs de résistance politique à l'élimination progressive des combustibles fossiles russes en Europe : cartographie des discours, des dépendances et de l'influence financière), identifie et cartographie les canaux par lesquels les intérêts énergétiques russes maintiennent leur influence sur la politique énergétique européenne, en examinant les réseaux d'entreprises, les flux financiers, les infrastructures de lobbying et la manipulation des discours.



Cette étude documente l'étendue de l'infrastructure d'influence russe à travers l'Europe. Plusieurs grands partis politiques de l'UE ont reçu des financements du secteur énergétique russe, notamment le FPÖ autrichien (accord de coopération avec Russie unie, 2016), le Rassemblement national français (prêt de 9,4 millions d'euros, 2014) et l'AfD allemand (liens financiers favorisant la dépendance au gaz russe). Les entreprises européennes TotalEnergies, SEFE, Naturgy et Fluxys ont collectivement contribué à hauteur d'environ 5,2 milliards de dollars aux recettes fiscales russes grâce aux contrats Yamal LNG entre 2022 et 2024.

Luttes des travailleurs en Ukraine – secteur de la santé

Comment les travailleurs ukrainiens du secteur de la santé se battent pour leurs droits

Source : Soyez comme nous sommes
Traduction : Patrick Le Tréhondat

Les 27 et 28 novembre, Soyez comme nous sommes a organisé une conférence à Lviv (photo), à laquelle ont participé une soixantaine de travailleurs de la santé et de représentants d'associations de patients.

Selon la présidente du conseil syndical, Oksana Slobodyana, le syndicat ukrainien des travailleurs de la santé a été heureux d'accueillir des participants de différentes régions d'Ukraine et de différentes spécialités, qui ont pu discuter des problèmes du secteur de la santé et partager leurs expériences de lutte pour des conditions de travail décentes et l'accès aux soins médicaux.

« Aujourd'hui, il est clair que l'ensemble de l'Ukraine est confrontée à des problèmes majeurs dans le secteur médical. Mais il est possible de les résoudre et cela aurait dû être fait hier. Et cela doit être fait afin de préserver notre système de santé. Si les soins de santé ne sont pas protégés, si les ressources humaines ne sont pas préservées, aucune rénovation, aucune innovation, aucune amélioration ne sera utile. En fait, il n'y aura pas d'État sans médecine, sans éducation et sans armée. C'est pourquoi j'insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas simplement d'un caprice des travailleurs de la santé. C'est un cri pour dire que nous devons nous battre pour ce secteur. Parce que nous continuons à perdre du personnel, en particulier des infirmières. Je pense que nous devons changer radicalement les personnes responsables des soins infirmiers, de leur développement, de leur formation et de leur rémunération. Nous devons le faire immédiatement afin de retenir les personnes qui sont restées dans notre pays et qui sont les héros de l'Ukraine », a souligné Oksana Slobodyana.

« Le changement de système n'est possible que grâce aux syndicats »

Ruslana Mazurenok, militante de Soyez comme nous sommes et responsable du syndicat indépendant de son hôpital dans la région de Khmelnytsky, a partagé son expérience de la lutte.

« Le système changera si nous le combattons avec la loi. Et cela n'est actuellement possible qu'avec l'aide des syndicats. Car c'est le seul outil qui soit véritablement protégé par la loi et qui nous permette d'agir », a souligné la militante.

Selon Ruslana, en 2022, leur hôpital a changé de directeur et le nouveau directeur n'était pas intéressé par le développement.

« Il a déclaré que même s'il ne restait qu'un seul service dans l'hôpital, il resterait directeur et continuerait à percevoir son salaire. Ce fut une période de répression des employés, de pression et de violations massives de la convention collective », raconte Ruslana.

Le syndicat a été dissous à l'hôpital, laissant le personnel sans aucune protection.

« Plusieurs employés actifs de notre hôpital ont commencé à chercher des solutions. Nous avons trouvé la convention collective et l'avons étudiée. Mais nous avions besoin d'un soutien juridique. Nous avons commencé à chercher des spécialistes et avons trouvé Soyez comme nous sommes, qui est venu dans notre petite ville, nous a aidés à comprendre la situation et nous a fait des recommandations. L'une d'entre elles était de créer notre propre syndicat, qui défendrait légalement les intérêts des employés. Au début, c'était très difficile à comprendre, mais on nous a fourni des modèles de documents, expliqué comment procéder et, en 2023, nous avons créé notre propre syndicat », explique Ruslana.

Selon elle, au début, les soignants avaient peur de s'affilier, mais après qu'un des médecins, avec le soutien du syndicat et de Soyez comme nous sommes, ait gagné son procès, la situation a changé. Cela a conduit au licenciement du directeur de l'hôpital, car il avait été prouvé qu'il avait violé les droits des employés. Cependant, au début, le conseil municipal a refusé de le faire.

« Nous avons déposé une plainte auprès du tribunal afin que l'inaction du conseil municipal soit reconnue. Cela dure depuis près d'un an. Lors de la deuxième audience, l'affaire a été suspendue dans l'attente de la décision de la Cour suprême dans une affaire similaire. Mais depuis juillet, les audiences de la Cour suprême sont constamment reportées et notre affaire est en quelque sorte en suspens. Dans le même temps, les activités de notre directrice ont attiré l'attention du département régional et le conseil municipal a reçu l'ordre de lui demander de rédiger une lettre de démission », note la militante.

Selon elle, un nouveau directeur est arrivé et fait bonne impression.

« Même si nous avons de la chance avec le nouveau directeur, nous savons désormais que même si quelqu'un d'autre arrive demain, nous sommes protégés. Et même si le directeur a changé, le procès doit se poursuivre. On m'a demandé de rédiger une demande de classement de l'affaire, car le directeur n'est plus là et il n'y a plus de raison de poursuivre le procès. Mais je veux que nous menions cette affaire jusqu'au bout, que nous gagnions, que nous montrions l'exemple, que nous démontrions que le syndicat n'est pas seulement un bonus, mais un véritable mécanisme de protection, afin qu'il serve d'exemple pour les autres. Car c'est la seule façon de changer les choses. Unissez-vous. Votre cohésion est votre armure, c'est votre arme », a souligné Ruslana.

Le niveau de rémunération « porte atteinte à la dignité »

À son tour, Oleksiy Chupryna, militant de Soyez comme nous sommes et du syndicat professionnel alternatif des travailleurs de la santé de la ville de Myrhorod, a souligné que le niveau de rémunération des travailleurs de la santé en Ukraine est inacceptable. Cependant, les responsables du ministère de la Santé négligent cette question, se concentrant plutôt sur la décentralisation et l'autonomie des établissements médicaux. Suite à la réforme médicale, l'organisme clé responsable du financement des hôpitaux et en particulier des salaires est le Service national de santé ukrainien (NSZU). Selon Oleksiy, celui-ci dispose d'un conseil élu qui peut exercer une certaine influence sur les décisions. Cependant, les travailleurs de la santé se sont montrés passifs dans l'élection des membres de ce conseil.

« Il convient de noter qu'il y a des élections au Conseil de contrôle public au sein d'une structure qui finance l'ensemble du secteur médical en Ukraine. Mais sur environ 300 000 professionnels de santé, seuls 11 000 au maximum participent aux élections. Cela signifie que la grande majorité des professionnels de santé n'étaient peut-être pas au courant de la tenue de ces élections. Ou peut-être ont-ils simplement considéré cela comme une perte de temps. Et cela m'attriste beaucoup. Car l'un des éléments essentiels pour établir un dialogue avec les structures du pouvoir est précisément l'engagement civique », a souligné Oleksiy.

Il a également ajouté que le niveau actuel des salaires, fixé en 2021, « porte atteinte à la dignité des professionnels de santé ».

« Le secteur médical est sous-financé depuis 1991. C'est pourquoi, à mon avis, il serait très bon de commencer par payer aux travailleurs de la santé ce que l'État leur doit. Ensuite, nous pourrons continuer à développer les

relations entre les autorités et les professionnels de santé, les élargir et poursuivre la réforme médicale », a souligné le médecin.

« Ce n'est pas une réforme, c'est un abus de pouvoir »

Olena Poleva, représentante d'une organisation de patients à Kyiv, s'est également exprimée lors de la conférence. Avec les habitants du quartier Sviatoshynsky de la capitale, elle s'oppose à la fermeture d'une antenne d'établissement médical. Elle a évoqué les problèmes rencontrés par les patients et les médecins après la réorganisation des établissements médicaux dans la capitale.

La militante a déclaré que la communauté n'avait pas été informée des conséquences réelles de la fusion de l'hôpital n° 5 avec le septième hôpital et le dispensaire dermatologique.

« En fait, le transfert des actifs s'est fait sans le consentement du personnel médical. Il ne s'agissait pas d'une réforme, mais d'un abus de pouvoir », a souligné Mme Polova.

Selon elle, après la fusion, le laboratoire situé au deuxième étage a été fermé, une partie du personnel médical a été licenciée et les locaux ont été occupés par les services administratifs, qui se trouvent désormais à 6 km de l'hôpital principal. Les patients se voient proposer des services payants et sont invités à faire des « dons caritatifs ». Selon elle, dans de nombreux cas, les patients sont en fait contraints d'utiliser des services payants. Il est presque impossible de prendre rendez-vous pour une consultation gratuite :

« Lorsque vous appelez pour prendre rendez-vous avec un médecin, on vous propose d'abord une consultation payante, car les consultations gratuites ne sont disponibles que dans un mois », explique Olena.

Le militant a également décrit la situation concernant le fonds spécial de l'hôpital :

« Le patient doit tout payer et les médecins doivent travailler comme des esclaves pour augmenter les revenus du fonds [de l'hôpital]. Le directeur considère en fait ce fonds comme sa propriété. »

Mme Poliova a souligné que la communauté avait contacté la nouvelle directrice du département de la santé de Kyiv et attendait de la rencontrer, car les gens veulent savoir qui est responsable de l'état actuel de la médecine dans la région.

Olga Ivantsyna, infirmière au service de soins palliatifs de l'hôpital, s'est également exprimée lors de la conférence, soulignant qu'il s'agit d'un nouveau domaine de soins, mais qui est très demandé.

« Nous devons investir dans ce domaine, nous avons besoin de plus de médecins, d'infirmières et d'aides-soignantes. Les aides-soignantes sont sans aucun doute la colonne vertébrale de tout ce domaine. Ces jeunes femmes travaillent 24 heures sur 24, chacune s'occupant de 50 patients alités qui ont besoin d'être changés, lavés et nourris. Elles aident les infirmières dans toutes leurs tâches, mais leur salaire est dérisoire », souligne Olga.

Selon elle, les patients sont confrontés à des restrictions dans leurs soins en raison de la liste nationale des médicaments, qui ne sont pas tous efficaces.

« C'est pourquoi nous devons faire des propositions pour aider ces patients. Les soins palliatifs consistent principalement à soulager la douleur et à faciliter les derniers jours d'une personne, simplement en la soutenant et en l'aidant, aussi étrange que cela puisse paraître, à mourir en paix », explique l'infirmière.

Les infirmières scolaires au salaire minimum

Tetiana Hnativ a quant à elle rappelé les problèmes rencontrés par les infirmières dans le secteur scolaire. Selon elle, les infirmières des crèches et des écoles perçoivent le salaire minimum. Et ce, malgré le fait qu'elles aient suivi une formation appropriée et qu'elles assument une grande responsabilité pour la vie et la santé des enfants. Elles n'ont pas droit à un salaire de 13 500 UAH [275 €], comme les autres infirmières, car elles sont employées par le ministère de l'Éducation et des Sciences.

« L'année dernière, lors du forum des infirmières, j'ai personnellement posé la question suivante à M. Lyashko [ministre ukrainien de la Santé] : « Qu'en est-il des infirmières scolaires ? Pourquoi ne les incluez-vous nulle part dans les primes, les réformes, etc. ? » Parce que nous travaillons aussi. Par exemple, en moyenne, nos écoles comptent 700 enfants et nos crèches 200 à 300 enfants. De plus, les infirmières font beaucoup de travail. Mais nous ne sommes ni entendues ni vues. C'est très regrettable, car nous nous consacrons entièrement aux enfants, nous veillons à leur santé et à leur sécurité, nous les accompagnons dans les abris », explique l'infirmière.

Les participants à la conférence ont noté qu'une résolution avait été rédigée sur la base des informations recueillies et qu'ils l'enverraient aux représentants du gouvernement.

Les luttes des femmes ukrainiennes

Victoire pour le droit à l'avortement

Source : Марш Жінок (Marche des femmes)

(6 novembre 2025) En juin dernier, le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk a voté une motion appelant les autorités à interdire l'avortement en Ukraine. La principale raison invoquée était la démographie du pays. Elle affirmait également que « la préservation du patrimoine génétique du peuple ukrainien est une obligation de l'État ».

Khrystyna Stavnycha, une habitante d'Ivano-Frankivsk, a immédiatement lancé une pétition contre cet appel. « Ma position est la suivante : les femmes ne doivent pas être privées de leur droit de vote et de leurs droits fondamentaux. Frankivsk n'est pas un !sens ici », a-t-elle expliqué. De son côté, en août 2025, l'organisation féministe Марш Жінок (Marche des femmes, photo) a décidé d'intenter une action en justice contre le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk pour son appel à l'interdiction de l'avortement. Quelques mois plus tard, le 5 novembre, l'organisation féministe a annoncé sa victoire devant les tribunaux :

La Marche des femmes a remporté une victoire importante devant les tribunaux :

Le tribunal administratif régional d'Ivano-Frankivsk a annulé la décision du conseil municipal, qui demandait en fait l'interdiction de l'avortement.

Il s'agit de la première décision de justice en Ukraine confirmant que :

- les autorités locales ne peuvent pas s'immiscer dans les droits reproductifs ;

- les droits des femmes sur leur propre corps font partie des libertés constitutionnelles ;

- les déclarations politiques ne peuvent restreindre l'accès aux services médicaux.

Corruption, avortement, guerre : entretien avec les féministes de Bilkis

Source : Europe Solidaires Sans Frontières
Entretien réalisé par Patrick Le Tréhondat avec Yana (Bilkis)

(5 septembre 2025) Les manifestations de juillet contre la corruption, pour le droit à l'avortement, les espaces et les luttes féministes, les activités internationales... Yana, membre du groupe féministe ukrainien Bilkis, a répondu à nos questions sur tous ces sujets.

Commençons par les manifestations de juillet contre les menaces du gouvernement à l'indépendance des agences anti-corruption, NABU et SAP [NABU — le Bureau national anti-corruption d'Ukraine, une agence indépendante chargée de lutter contre la corruption à haut niveau ; SAP — le Bureau spécialisé du procureur

anti-corruption, qui supervise les enquêtes du NABU et les représente devant les tribunaux]. Vous avez participé activement à ces manifestations. Pourquoi y avez-vous pris part et comment se sont-elles déroulées ? Il semble qu'il y avait beaucoup de jeunes et de femmes.

Bilkis est une communauté de personnes conscientes qui se soucient de l'avenir de notre société. C'est pourquoi nous avons rejoint les manifestations — nous ne pouvions tout simplement pas rester à l'écart. La corruption est l'un des plus grands ennemis de la démocratie, de l'égalité, de la justice et, en fin de compte, de la sécurité. Même si nous ne sommes pas des militantes qui travaillent quotidiennement sur les questions de lutte contre la corruption, c'est clairement l'une de nos valeurs et nous nous sentons responsables d'intervenir chaque fois qu'il y a un risque de recul.

Oui, la plupart des manifestants étaient des jeunes et beaucoup d'entre eux étaient des femmes. C'est compréhensible : un grand nombre d'hommes servent actuellement dans l'armée et défendent notre pays (les femmes sont également présentes dans l'armée, mais les hommes sont encore nettement plus nombreux). Les femmes jouent aujourd'hui un rôle essentiel sur le front intérieur, ce qui est absolument indispensable pour l'armée qui se bat littéralement pour notre droit d'exister. Il existe actuellement un dicton populaire en Ukraine : « Soit vous êtes dans l'armée, soit vous êtes pour l'armée. » Je l'étendrai ainsi : « Soit vous êtes dans l'armée, soit vous êtes pour l'armée, soit vous êtes pour la construction d'un État social-démocrate fort en Ukraine. » Il y avait toutefois aussi des hommes dans les rassemblements, principalement des étudiants, mais aussi quelques soldats. Les manifestations ont commencé à Kyiv et à Lviv, pour autant que je sache, et le lendemain, elles s'étaient étendues à de nombreuses autres villes, environ 15 à 20 dans tout le pays. Il s'agissait de rassemblements pacifiques, avec des personnes brandissant des affiches et des banderoles et prononçant des discours en défense du NABU et du SAP. Le Parlement ukrainien avait décidé de les priver de leur indépendance et le président avait initialement soutenu cette décision. La principale revendication des manifestants était donc très claire : rétablir l'indépendance de ces institutions de lutte contre la corruption. Les Ukrainiens sont malheureusement habitués au bruit des explosions, qui font désormais partie de leur quotidien, mais cela ne les a pas empêchés de descendre dans la rue. Heureusement, personne n'a été blessé par les attaques de missiles ou de drones russes pendant ces manifestations. Et la joie que vous voyez sur les visages des gens sur les photos, malgré les risques, provient de deux choses : premièrement, le sentiment de force du nombre – réaliser combien d'autres personnes partagent vos valeurs – et deuxièmement, l'expérience stimulante de l'action directe. Vous ressentez : c'est mon pays, ma maison, et je peux faire entendre ma voix, je peux être en désaccord et cela compte vraiment. Quant à savoir s'il s'agit d'une victoire définitive, c'est difficile à dire. Pour l'instant, il semble que oui, le gouvernement Zelensky ait fait marche arrière. Mais bien sûr, nous suivons de près la situation et nous n'excluons pas la possibilité que les autorités tentent à nouveau de limiter l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption.

Le 7 juin, le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk a appelé la Verkhovna Rada à interdire l'avortement. Une pétition a été lancée dans la ville contre cette demande et la Marche des femmes souhaite intenter une action en justice contre le conseil municipal. Pouvez-vous nous parler du droit à l'avortement en Ukraine et des menaces qui pèsent sur ce droit ?

En Ukraine, comme dans beaucoup d'autres pays, l'avortement est soumis à certaines restrictions, mais dans l'ensemble, notre législation est assez libérale. Jusqu'à 12 semaines de grossesse, l'avortement est possible sur simple demande, sans qu'il soit nécessaire d'en expliquer les raisons. Entre 12 et 22 semaines, il n'est autorisé que dans des circonstances spécifiques définies par la loi et avec l'accord d'une commission médicale spéciale. Plusieurs tentatives ont été faites au Parlement pour introduire des projets de loi visant à restreindre les droits des femmes en interdisant l'avortement, mais aucun d'entre eux n'a dépassé le stade de la première lecture. De temps à autre, des voix conservatrices – qu'il s'agisse de députés, de prêtres ou de personnalités publiques – se font entendre pour réclamer de telles interdictions, mais elles ne bénéficient pas d'un soutien significatif de la part de l'opinion publique. À notre avis, il n'y a actuellement aucune menace directe pour le droit à l'avortement

en Ukraine. On a presque l'impression que ce droit fait désormais partie intégrante de l'État, car lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance en 1991, elle a conservé la loi de la période soviétique — et en Ukraine soviétique, l'avortement était légal depuis 1920 (à l'exception de l'interdiction stalinienne de 1936 à 1955). Cela dit, la situation est loin d'être idéale. Si l'avortement est protégé par la loi, la stigmatisation qui l'entoure reste très forte en Ukraine. Ce n'est toujours pas un sujet dont on parle ouvertement et les femmes sont souvent jugées pour cela, en particulier dans les petites villes et les villages. Les Églises jouent également un rôle important dans la diffusion de discours anti-avortement et stigmatisant.

L'une des activités les plus réussies de Bilkis est l'Espace des choses, qui fonctionne à Lviv depuis août 2022. Cela fait plus de trois ans d'activité ! Pouvez-vous nous dire comment vous gérez cet espace aujourd'hui ?

Merci pour cette question ! Oui, l'Espace des choses existe depuis trois ans maintenant et il semble qu'il soit sur le point de subir une transformation. Jusqu'à présent, le projet était financé par des subventions qui couvraient le loyer, les charges, le mobilier et les salaires. Cependant, pour l'instant, nous ne disposons de financements que jusqu'à la fin de 2025 et nous devons réfléchir à l'avenir. Nous avons cherché de nouvelles opportunités (subventions écologiques ou sociales), mais nous n'avons malheureusement rien trouvé de convenable jusqu'à présent. C'est pourquoi nous envisageons de devenir financièrement indépendants et de modifier légèrement le format. Pour nous, le principe d'altruisme a toujours été très important. Les gens nous apportent des objets gratuitement et nous les redistribuons gratuitement. Mais malheureusement, pour louer un espace pour ce projet, il faut de l'argent. Nous envisageons donc d'adopter un modèle d'entrepreneuriat social.

Qu'est-ce que cela signifierait concrètement ? Une partie des articles donnés serait vendue et les recettes serviraient directement à financer l'espace pour les objets. Dans le même temps, nous continuerions à gérer le projet comme nous l'avons toujours fait, avec un espace où les gens peuvent venir prendre gratuitement ce dont ils ont besoin. L'accès gratuit aux objets resterait donc possible, mais certains articles seraient également vendus afin de soutenir la pérennité du projet.

Vous êtes très active sur toute une série de questions. Vous avez également réussi à organiser un rassemblement le 8 mars à Lviv avec L'Atelier féministe. C'était une première pour la ville. Récemment, par exemple, vous vous êtes intéressée aux questions de logement, mais aussi aux questions décoloniales. Pouvez-vous nous parler de toutes vos activités ?

Oui, et en juin, nous avons également organisé, en collaboration avec l'Atelier féministe, une action dans le cadre du Mois des fiertés à Lviv, le premier événement de ce type dans la ville ! Lorsque Bilkis a vu le jour, nous avions trois valeurs fondamentales : le féminisme, la justice économique et l'horizontalité. Aujourd'hui, ces valeurs sont passées à cinq (qui en englobent en fait encore plus) : le féminisme queer, l'intersectionnalité, l'horizontalité, l'égalité socio-économique et la décolonialité. Nous réfléchissons également beaucoup à l'écologie et à l'impact du patriarcat et du capitalisme sur notre planète. Notre mission est de sensibiliser le public au féminisme et aux questions LBTQI+, d'engager les jeunes femmes et les personnes queer dans l'activisme et de lutter contre les discours patriarcaux, homophobes et transphobes dans la société ukrainienne. Notre activité principale est le travail médiatique, à travers lequel nous menons à bien cette mission. Nous créons des contenus vidéo, des textes analytiques et divertissants, que nous publions principalement sur

Instagram. En outre, nous organisons occasionnellement des événements éducatifs tels que des conférences, des ateliers et des projections de films, ainsi que des actions de rue. Et bien sûr, nous gérons notre projet social et écologique L’Espace des choses, où les gens peuvent donner des objets dont ils n'ont plus besoin et prendre gratuitement ceux qui leur sont utiles.

Vous êtes également très actifs à l'échelle internationale. Les membres de Bilkis défendent la cause des femmes ukrainiennes à Bruxelles, New York, Stockholm, Strasbourg... Quelle est votre évaluation de ces voyages à l'étranger, comment avez-vous été accueillis ?

Nous venons tout juste de commencer notre travail de plaidoyer international. Nous souhaitons à la fois en apprendre davantage sur le contexte mondial des luttes pour les droits des femmes, y compris les guerres dans d'autres pays et les différents discours (anti)coloniaux, et partager l'expérience de l'Ukraine : notre combat pour les droits des femmes et notre résistance à l'impérialisme russe. Jusqu'à présent, nous pouvons dire que ces voyages ont été très inspirants. À chaque fois, nous revenons avec un sentiment renouvelé de l'importance de la solidarité internationale et de la nécessité de prêter attention à d'autres contextes, autant que possible. Les gens remarquent souvent notre logo (photo) – ce qui est compréhensible ! – et le complimentent fréquemment, ce qui est toujours agréable.

Les luttes étudiantes en Ukraine

L'espace étudiant de l'université nationale de Lviv : un lieu d'étude ou un lieu de protestation ?

Source : Priama Diia

(11 novembre 2025) Depuis six mois, nous menons une campagne pour la création d'un espace étudiant, un lieu où nous, les étudiants, pouvons-nous détendre, socialiser et étudier entre les cours. Au cours de cette campagne, nous avons traversé de nombreuses épreuves : discussions avec l'administration, pétitions, plaintes auprès du ministère de l'Éducation et des Sciences, performances. Allons-nous atteindre notre objectif ? Et combien de temps cela prendra-t-il ? Essayons de comprendre.

L'idée nous est venue lorsque nous avons remarqué que de nombreux étudiants, après les cours, pendant les pauses ou même pendant les cours en ligne, se rendaient dans des boulangeries coûteuses, s'asseyaient sur des bancs froids ou des escaliers inconfortables. La boulangerie Lviv, située près de l'université, a même installé des panneaux demandant aux étudiants de ne pas rester plus de 30 minutes.

Au printemps 2025, des élections ont été organisées pour nommer le recteur. Roman Gladyshevsky, qui avait inclus l'agrandissement des espaces étudiants dans son programme, a remporté les élections. Cela semblait être une excellente occasion de résoudre le problème, nous sommes donc allés lui parler.

Le nouveau recteur a été ravi d'entendre parler de notre initiative. Nous avons organisé environ cinq réunions avec lui sur le thème de l'espace étudiant. Au cours de ces réunions, nous avons convenu que cet espace serait la grande salle n° 217, qui sert actuellement de débarras près de l'auditorium. À sa demande, nous avons même préparé plusieurs visualisations en 3D et une liste des éléments nécessaires. Cependant, tout a changé cet été lorsque le recteur a officiellement pris ses fonctions : les réunions ont cessé et il a cessé de communiquer avec nous.

Le désespoir face à l'échec n'est pas la stratégie de notre syndicat. Au contraire, nous continuons à nous battre, mais à un autre niveau. Nous avons donc commencé à recueillir des signatures pour une pétition visant à créer un espace étudiant dans l'amphithéâtre n° 217. En une semaine, nous avons recueilli 338 signatures en ligne et hors ligne, ce qui démontre le grand intérêt des étudiants pour la question de l'espace étudiant. Après avoir envoyé la pétition au début de l'été, nous n'avons reçu aucune réponse avant le mois d'août, ce qui constitue une violation directe de la loi ukrainienne « sur les recours des citoyens », selon laquelle une réponse doit être fournie dans un délai maximum de 30 jours ouvrables. Nous avons donc déposé des plaintes auprès du ministère de l'Éducation et des Sciences de l' e et du médiateur pour l'éducation.

La réponse tant attendue s'est avérée insatisfaisante : la proposition a été rejetée.

Il s'est avéré que la demande avait été transmise à la directrice du Centre culturel et de loisirs, Myroslava Bulatova. Nous l'avons rencontrée et avons appris

qu'elle n'appréciait pas notre idée, car la salle 217 est utilisée pour se changer pendant les représentations dans l'auditorium. Elle a proposé comme « compromis » la création d'un espace étudiant au sous-sol.

Plus tard, nous avons discuté avec les membres des groupes qui utilisent la salle 217 pour se changer et il s'est avéré qu'ils ne le font que deux ou trois fois par mois et qu'ils sont souvent obligés d'y rester longtemps dans le froid. Ainsi, la création d'un espace étudiant contribuera au confort de ces étudiants, même s'il peut être nécessaire de prévoir du temps pour l'utilisation de l'amphithéâtre.

La situation était dans l'impasse, car l'administration ne faisait clairement aucun effort pour créer un espace étudiant, alors que nous avions déjà accompli toutes les démarches juridiques et de communication nécessaires pour atteindre notre objectif. Nous avons décidé qu'il fallait faire quelque chose pour nous faire entendre et voir, alors nous avons installé un espace étudiant directement dans les escaliers !

Certains lisaient Franko[1] , d'autres travaillaient sur leur ordinateur portable, d'autres encore faisaient des performances artistiques et d'autres attendaient simplement que la pluie cesse. Les enseignants ont serré la main des étudiants actifs, tandis que les gardes s'agitaient, ne sachant trop quoi faire. À un moment donné, le recteur lui-même est passé devant la manifestation, mais il est rapidement reparti sans rien dire.

Après plusieurs performances « dans les escaliers » (photo), l'administration nous a finalement invités, ainsi que les étudiants intéressés, à une réunion avec le recteur, le vice-recteur et les présidents du conseil étudiant.

L'administration a proposé d'aménager un espace étudiant dans le hall d'exposition. Cependant, personne n'était d'accord avec cette idée, car cet espace ressemble davantage à un couloir qu'à un espace étudiant, puisqu'il n'est même pas possible d'y installer un projecteur. L'idée d'aménager cet espace près du bâtiment principal a également été discutée, mais les étudiants présents à la réunion étaient convaincus que l'espace étudiant devait être situé au cœur de l'université, accessible à tous.

Nous avons insisté pour utiliser l'amphithéâtre 217 ou un amphithéâtre similaire au deuxième étage, où se trouve actuellement le buffet pour les invités d'autres universités. À notre avis, l'espace étudiant ne devrait pas être aménagé au hasard, à la périphérie ou « derrière » l'université. Sinon, personne ne le connaîtra et il restera inutilisé, comme cela s'est produit avec l'Open Space.

Bien sûr, nous aurions pu accepter une salle d'exposition ou une autre salle périphérique, mais cela aurait été contraire à notre objectif initial : créer un espace étudiant de haute qualité et confortable.

Les négociations n'ont abouti à rien, nous avons donc poursuivi nos actions avec des rassemblements, attirant de plus en plus de monde. À un moment donné, les escaliers centraux étaient complètement remplis. La dernière « assemblée » a eu lieu le 2 octobre, avant la réunion avec le recteur dans la salle de réunion, où il a promis d'organiser un vote général à la fin du mois d'octobre et une conférence afin d'impliquer le plus grand nombre d'étudiants possible dans la discussion.

[1] Ivan Yakovych Franko (1856-1916) était un écrivain et poète ukrainien, critique littéraire et social, ethnographe, journaliste, économiste et fondateur du mouvement socialiste ukrainien dans le royaume de Galicie-Lodomérie.

Les paroles du recteur se sont avérées être des mensonges : le vote général n'a pas eu lieu en octobre. Et la conférence étudiante sur l'espace étudiant, que Priama Diia a dû organiser seule, a été perturbée par une attaque de l'extrême droite.

L'avenir de l'espace étudiant reste incertain, malgré tous les efforts déployés au cours des six derniers mois. D'un autre côté, l'administration ne peut pas simplement « oublier » toutes les réunions et les promesses qu'elle a faites. Il y aura donc probablement une décision. Mais quelle sera-t-elle ? Ils pourraient simplement créer un autre « espace » au sous-sol ou attribuer une petite salle dans l'un des départements.

Nous avons obtenu la reconnaissance de la nécessité de créer un espace étudiant, mais nous ne savons toujours pas exactement à quoi il ressemblera. C'est pourquoi nous continuerons à nous battre pour obtenir un espace de qualité et confortable pour tous les étudiants dans le bâtiment principal.

Lviv : l'extrême droite contre les étudiants

Source : Priama Diia

(24 octobre 2025) Lors d'une réunion étudiante, des jeunes inconnus ont commis un acte de provocation.

Une trentaine d'étudiants, dont certains n'étaient pas membres de Priama Diia, ont été retenus de force dans l'amphithéâtre n° 216 pendant la discussion sur la création d'un espace étudiant. Les individus à l'origine de la provocation se sont présentés comme des « opposants au mouvement LGBT » et ont fait à plusieurs reprises le salut nazi, alors que l'événement était consacré à l'espace étudiant et ne traitait d'aucune question politique. Ils ont également déclaré qu'ils n'étaient pas étudiants à l'université.

Les militants d'extrême droite se sont affrontés avec les agents de sécurité, les représentants de l'administration et les étudiants avant d'être arrêtés par la police. Au cours de l'incident, ils ont sorti un couteau et des gaz lacrymogènes, et plusieurs participants ont été blessés par des coups.

Nous sommes indignés que le président du conseil étudiant de la faculté des relations internationales, Denis Krestynich, ait fait partie des agresseurs, les ait ouvertement soutenus et leur ait serré la main.

La violence n'a pas sa place à l'université. Nous appelons le conseil étudiant de l'université nationale de Lviv à réagir aux actions de leur collègue de la faculté des relations internationales, car il a mis en danger la sécurité de dizaines d'étudiants.

Il ne s'agit pas seulement de la sécurité des participants à Priama Diia, mais aussi de celle de tous les étudiants et employés de l'université.

« Je mourrai en tant qu'homme gay » : les droits LGBTQ+ en temps de guerre

Par Sian Norris

Source : openDemocracy

(20 novembre 2025) « Si je meurs, je mourrai en tant qu'homme gay. Et si je survis, je ne le cacherai plus. »

C'est ainsi qu'Oleksandr Demenko a fait son coming out auprès de sa mère. C'était au printemps 2022 et le soldat, aujourd'hui âgé de 26 ans, se battait pour défendre l'usine Azovstal à Marioupol. Les troupes russes étaient sur le point de s'emparer de l'aciérie et les communications étaient sur le point d'être coupées. Déterminé à ne pas mourir sans avoir dit à sa mère qui il était vraiment, Demenko a profité de ces derniers instants de contact avec le monde extérieur pour l'appeler et lui dire la vérité.

Puis, les communications ont été coupées. La Russie s'est emparée de l'usine et a occupé la ville de Marioupol. Demenko a été retenu captif pendant 20 mois en tant que défenseur d'Azovstal, prisonnier de guerre homosexuel d'un régime qui a interdit le « mouvement LGBT », le qualifiant d'« extrémiste ».

Alors que de nombreux défenseurs d'Azovstal sont toujours détenus par les Russes et que Marioupol est toujours occupée, Demenko a été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers le 31 janvier 2024. Aujourd'hui, il dirige LGBT Military, une organisation non gouvernementale basée à Kyiv, dont *openDemocracy* a visité le bureau, transformé en centre pour les membres, par une fraîche journée de novembre.

La vie n'a jamais été facile pour la communauté LGBTQ+ en Ukraine. L'homosexualité n'a été dépénalisée qu'en 1991. Comme dans la plupart des pays de la région, la Constitution définit le mariage comme l'union entre un homme et une femme. L'Ukraine fait partie des 15 pays européens, dont la Géorgie, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie, qui n'ont pas de loi sur le partenariat civil. Sa société est socialement conservatrice, en particulier dans les régions rurales, tandis que la religion alimente l'homophobie dans les régions occidentales. Les personnes LGBTQ+ ont tendance à vivre dans les grandes villes, telles que la capitale Kyiv ou Odessa, qui ont toutes deux organisé des marches des fiertés qui ont déjà été entachées de violences.

Les mentalités évoluent lentement. En août 2022, une pétition en ligne pour l'égalité des droits au mariage a atteint le seuil des 25 000 signatures qui déclenche l'examen par le président. Si Volodymyr Zelensky a répondu qu'il serait impossible de modifier la Constitution sans référendum, ce qui est interdit en vertu de la loi martiale, il a promis que son gouvernement travaillerait sur un projet de loi visant à légaliser les partenariats civils.

L'année suivante, la députée de l'opposition Inna Sovsun a présenté un tel projet de loi au Parlement. Depuis, les progrès ont stagné, en partie parce que la défense a été privilégiée par rapport aux questions sociales, et en

partie parce que des parlementaires populistes et ouvertement homophobes, y compris ceux de droite, ont fait pression pour apaiser leur base socialement conservatrice.

Il convient toutefois de noter que le ministère de la Défense a soutenu cette initiative en faveur des partenariats civils. Le vice-président de LGBT Military, Viktor Pylypenko, a déclaré *à openDemocracy* qu'il avait constaté de ses propres yeux la montée du soutien aux droits des LGBTQ+, notamment grâce à la visibilité des hommes et des femmes homosexuels dans les forces armées.

L'organisation a ouvert sa deuxième antenne ce mois-ci, dans la ville de Zaporizhzhya, dans l'est de l'Ukraine, avec le soutien de l'organisation humanitaire internationale Mercy Corps. Elle compte désormais 700 membres et il y a encore plus de soldats LGBTQ+ qui combattent en première ligne, dont le courage et la visibilité ont contribué à faire évoluer l'opinion publique en faveur des droits des homosexuels. En 2016, seuls 33,4 % des Ukrainiens estimaient que les personnes LGBTQ+ devaient bénéficier des mêmes droits que les autres citoyens, un chiffre qui est passé à 63,7 % en 2022, puis à 70,4 % en 2024.

Cependant, les difficultés persistent. « Les soldats sont toujours victimes de discrimination et nous les encourageons à la signaler », a déclaré M. Pylypenko. Avant de devenir soldat, il travaillait comme rédacteur et chef de projet. Il s'est engagé en 2014 pour participer à la guerre dans le Donbass. Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle, il s'est réengagé et a rejoint la 72e brigade mécanisée.

Pylypenko reconnaît que la lutte contre l'homophobie dans l'armée ukrainienne dépend encore largement de l'attitude personnelle des commandants. « Mais en nous rendant visibles et en collaborant avec des partenaires internationaux, nous pouvons semer le trouble », a-t-il déclaré. « L'ancien ministre de la Défense, Oleksii Reznikov, a même fait une déclaration en 2023 dans laquelle il affirmait qu'il ne tolérerait aucune discrimination à l'encontre des soldats LGBTQ+ après que nous ayons exercé de fortes pressions via notre réseau. »

L'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés certains militaires LGBT est l'accès aux soins médicaux nécessaires.

Un an après le début de l'invasion à grande échelle, le ministère de la Défense a levé l'interdiction qui empêchait les 158 000 personnes enregistrées comme séropositives en Ukraine de servir dans l'armée. Si tout le monde peut contracter le VIH, la maladie a (comme c'est souvent le cas dans le monde) touché de manière disproportionnée la communauté LGBTQ+ ukrainienne. Pour les soldats séropositifs, ce ne sont pas seulement les balles et les roquettes qui font craindre pour leur vie : ils peuvent également avoir du mal à accéder à leurs médicaments lorsqu'ils sont au combat.

« C'est un problème », a déclaré M. Pylypenko. « Les personnes séropositives ou atteintes d'hépatite peuvent servir dans l'infanterie. Mais il arrive qu'elles perdent l'accès à leur traitement et que le système ne soit pas en mesure de réagir immédiatement. Il y a un gros problème dans ce domaine. »

Mais le plus grand défi pour les militaires LGBTQ+ en temps de guerre est peut-être l'absence de reconnaissance juridique.

En l'absence de partenariat civil ou de droits matrimoniaux pour les couples LGBTQ+, M. Pylypenko a vu des cas où « une personne a été tuée au front et où son partenaire n'a pu bénéficier d'aucune prestation ou reconnaissance au titre du décès en service. Nous avons eu le cas d'un soldat qui avait été rejeté par ses parents homophobes. À sa mort, ses parents ont réclamé son appartement alors que son partenaire y vivait, car ils étaient reconnus comme les parents les plus proches par le gouvernement, et non son partenaire. »

Olena Shevchenko, qui dirige le groupe féministe et de défense des droits LGBTQ+ Insight, partage les préoccupations de Pylypenko quant au fait que les familles LGBTQ+ qui ne sont pas légalement reconnues par l'État sont exclues des protections et des avantages accordés aux couples hétérosexuels.

« Sur le plan juridique, nous avons au moins besoin d'être reconnus et protégés, et alors tout sera un peu moins lourd », a déclaré Mme Shevchenko lorsque nous l'avons rencontrée dans les bureaux d'Insight, situés dans un quartier historique de Kyiv, juste au moment où la coupure d'électricité quotidienne commençait. Le courant a été coupé pendant un instant, puis le bourdonnement bruyant du générateur s'est mis en marche, accompagné des lumières et, heureusement, du chauffage.

« Même si votre partenaire a disparu quelque part dans les territoires occupés ou sur le front, le gouvernement n'acceptera pas votre demande de le rechercher », a-t-elle déclaré. « Si vous n'êtes pas visible, vous n'existez pas. » L'impact psychologique de ne pas être reconnu comme le plus proche parent de votre partenaire est « assez insupportable, car vous passez de nombreuses années ensemble, puis on vous dit que cette relation n'a jamais existé ».

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, le travail de longue date d'Insight consistant à défendre et à soutenir les femmes et les personnes LGBTQ+ s'est recentré sur l'aide humanitaire aux membres de la communauté. Mais son travail juridique se poursuit, avec une récente victoire devant les tribunaux qui a reconnu deux hommes vivant en concubinage comme une famille. Cette décision signifie que l'Ukraine reconnaît désormais de manière limitée certains partenariats homosexuels, contrairement à de nombreux pays voisins.

« C'est ainsi que nous envisageons la défense des partenariats et du mariage à l'avenir », a confirmé Mme Shevchenko. La réaction du public, a-t-elle déclaré, « a été très bonne ».

Lutter pour la visibilité

À près de 500 kilomètres de Kyiv, à la frontière entre la Russie et l'Ukraine, la ville de Kharkiv, située en première ligne, est en alerte aérienne depuis huit heures. Plus tôt dans la journée, les défenses aériennes ukrainiennes ont abattu un drone qui se dirigeait vers un immeuble résidentiel.

Mais la vie continue, même si les sirènes retentissent. Au Pride Hub, géré par l'ONG féministe et de défense des droits LGBTQ+ Sphere (photo), un événement proposant des examens médicaux vient de s'achever. Sphere a été créée en 2008 par un groupe de femmes afin d'apporter un soutien aux femmes de la région de Kharkiv, avant d'étendre son activisme à la communauté LGBTQ+. Elle documente les crimes haineux, finance les entreprises LGBTQ+ et féminines, organise des événements, offre un espace sûr à la communauté et fournit des conseils.

Certaines des missions de Sphere ont changé depuis le début de l'invasion à grande échelle. L'organisation fournit désormais une aide humanitaire aux zones de première ligne et collabore avec LGBT Military pour soutenir les soldats. L'espace sûr a une nouvelle fonction : il met à disposition des batteries externes que les gens peuvent utiliser pendant les coupures d'électricité et sert d'abri anti-bombes pendant les attaques régulières de la Russie sur la ville.

Comme Pylypenko, la présidente et cofondatrice de Sphere, Anna Sharyhina, a constaté que la société ukrainienne était devenue plus tolérante envers les personnes LGBTQ+ depuis le début de l'invasion à grande échelle.

« Nous sommes plus visibles en tant que communauté grâce à des événements tels que la Pride, ce qui contribue à réduire l'homophobie », a déclaré Mme Sharyhina. Les marches étant interdites à Kharkiv en raison de la guerre, Sphere a organisé des événements éducatifs dans son centre et une Pride drive qui a vu les voitures participantes s'étendre sur toute la ville. « Nous n'aurions jamais imaginé qu'il y aurait une file de voitures aussi longue ! », s'est-elle exclamée.

Mais si l'équipe a constaté une amélioration des mentalités, elle reste confrontée à l'homophobie. « Un groupe d'extrême droite est venu de Kyiv pendant la Pride pour tenter de gâcher le festival », raconte Sharyhina. « La police a coopéré avec nous et nous a protégés. À une autre occasion, des groupes d'extrême droite ont peint une croix gammée rouge sur les fenêtres du centre. »

Il n'existe actuellement aucune loi contre les crimes haineux en Ukraine pour traiter de telles attaques, ce que Sharyhina aimerait voir changer. Cependant, elle reconnaît que les mentalités, tout comme les lois, doivent évoluer. « Ce n'est pas seulement une question de loi. C'est aussi une question de fonctionnement de la police, des procureurs et des tribunaux », a-t-elle déclaré. « Lorsqu'il y a des agressions, certains membres de la communauté queer n'osent pas demander l'aide de la police, car celle-ci peut être homophobe. »

Malgré les difficultés, Sharyhina a bon espoir que la vie s'améliore pour la communauté LGBTQ+ en Ukraine, Sphere jouant un rôle clé dans la promotion du changement. « Nous voulions créer un espace de visibilité pour la communauté LGBTQ+ », explique-t-elle. « C'est un endroit où les gens peuvent simplement être eux-mêmes, sans être des victimes ou uniquement des victimes. Et pour montrer aux gens que nous sommes tous des êtres humains. Je pense que cela contribue à rendre la société moins homophobe. »

C'est un optimisme que partage Pylypenko. « La visibilité et le coming out sont essentiels », dit-il. « Beaucoup de gens ne connaissent aucune personne ouvertement gay ou croient qu'il n'y a pas de personnes gays dans leur entourage. Alors, chaque fois qu'un de leurs amis fait son coming out, cela change les choses. Nos hommes et nos femmes se battent ; ils prennent tous les risques. Je me suis déclaré ouvertement gay en sachant que le lendemain pourrait être mon dernier jour. Je n'avais donc rien à perdre. »

Autres actualités et analyses sur l'Ukraine

L'Ukraine face à un choix insupportable

Par Oleksandr Kyselov

Source : Jacobin

(21 novembre 2025) Épuisés par plus de trois ans d'attaques russes, les Ukrainiens sont de plus en plus prêts à accepter des compromis politiques injustes et des concessions territoriales sévères pour mettre fin à la guerre. Pourtant, il est loin d'être certain que ce choix difficile apportera réellement une paix durable.

Les promesses occidentales d'aider l'Ukraine à se battre jusqu'à la victoire finale sonnent de plus en plus creux. Les Ukrainiens sont désormais confrontés à un choix difficile entre la capitulation et une résistance toujours plus difficile.

Alors que les spéculations vont bon train au sujet d'un nouveau plan de paix pour l'Ukraine négocié par Trump, une grande partie du débat actuel donne une impression de déjà-vu. On retrouve les mêmes dénonciations des « intérêts particuliers » dans le conflit, les condamnations des bellicistes et les appels à des « pourparlers urgents ». En Ukraine, nous n'avons pas seulement entendu ces arguments. Nous les avons nous-mêmes formulés.

À l'été 2014, après l'annexion de la Crimée par la Russie et alors que la guerre dans le Donbass faisait déjà rage, des militants ukrainiens, russes et biélorusses ont publié une déclaration « New Zimmerwald » critiquant la montée du chauvinisme et de la xénophobie dans leurs pays. Ils ont appelé à un large mouvement anti-guerre, à un cessez-le-feu immédiat et à un désarmement mutuel. Le mouvement ukrainien Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), nouvellement formé, s'est fait l'écho de cet esprit en 2015, préconisant des négociations directes entre les syndicalistes et les défenseurs des droits humains des deux camps et le démantèlement des agences de sécurité. Il s'agissait d'une véritable tentative de paix internationaliste — qui a échoué.

Rien de tout cela n'a empêché l'agression de la Russie en 2022. Pourtant, à l'exception d'une courageuse minorité, les gauchistes russes se sont à nouveau retranchés derrière des formules pacifistes, rejetant la responsabilité de la guerre sur les deux camps et pointant du doigt l'OTAN, Boris Johnson et le « régime oligarchique néonazi de Kyiv ». Les Ukrainiens, sous le feu des bombardements, n'avaient pas ce luxe. Ils ont résisté aux troupes d'occupation et trop nombreux sont ceux qui ont déjà perdu la vie.

Au niveau international, lorsque la gauche ne se limite pas à de brèves déclarations stéréotypées, elle oscille largement entre une répulsion instinctive face à l'injustice et un appel désespéré à la paix. Mais l'un ou l'autre peut-il servir de guide pour l'action ?

Le prix de la justice

Nombreux sont ceux qui dénoncent tout compromis avec le Kremlin comme une trahison pure et simple qui créerait un précédent en récompensant l'agression. En termes absolus, ils ont raison. Mais la justice a toujours un prix : si ce n'est pour le militant qui la réclame, c'est pour quelqu'un d'autre.

Les ressources de l'Ukraine sont poussées à leur limite. Les dépenses de défense en 2025 ont atteint 70 milliards de dollars, dépassant les recettes fiscales nationales. Le déficit budgétaire avoisine les 40 milliards de dollars et la poursuite de l'aide étrangère n'est pas acquise. Le coût de la reconstruction a déjà dépassé les 500 milliards de dollars. La dette publique s'élève à 186 milliards de dollars et continue d'augmenter.

Près des deux tiers des Ukrainiens s'attendent à ce que la guerre dure plus d'un an, et les experts sont d'accord. Le président Volodymyr Zelensky souligne que son pays aura besoin de tout le soutien disponible pour combattre l'armée russe pendant encore deux à trois ans. Dans le même temps, les forces armées ukrainiennes sont mises à rude épreuve non seulement par la pénurie d'armes et de munitions, mais aussi par la diminution des effectifs.

Plus de 310 000 cas de désertion et d'absence sans permission ont été enregistrés depuis 2022, dont plus de la moitié en 2025. De nombreux soldats qui ont quitté l'armée invoquent l'épuisement, le manque de préparation psychologique à l'intensité extrême des combats, les déploiements sans fin et la corruption des commandants qui les traitent comme des pions sacrifiables. Certains sont prêts à revenir une fois que les conditions s'amélioreront, mais seule une fraction d'entre eux l'ont fait dans le cadre de l'amnistie.

Plus de la moitié des hommes ukrainiens se disent prêts à se battre, mais un million et demi d'entre eux n'ont toujours pas mis à jour leur dossier militaire. Après l'introduction du recrutement en 2024, seuls 8 500 se sont portés volontaires en un an. Même l'offre d'une prime d'inscription de 24 000 dollars pour les contrats d'un an destinés aux jeunes n'a pas réussi à attirer beaucoup de monde. Une fois les restrictions de voyage pour les 18-22 ans assouplies, près de 100 000 hommes ont franchi la frontière au cours des deux premiers mois, beaucoup pour partir définitivement.

La triste réalité est que la résistance ukrainienne repose sur la « busification », c'est-à-dire le fait d'enlever de force des hommes dans la rue ou sur leur lieu de travail pour les enrôler de force dans l'armée. Le médiateur a reconnu que ces abus sont désormais systématiques. Malgré cela, la Cour suprême ukrainienne a statué que la mobilisation reste légalement irréversible, même lorsqu'elle est effectuée de manière illégale. Pendant ce temps, les réseaux sociaux font de plus en plus souvent état d'affrontements violents avec les agents chargés de la conscription.

L'opinion publique reflète cette lassitude, et les récents scandales de corruption impliquant les plus proches collaborateurs du président n'arrangent rien. Les sondages montrent que 69 % des Ukrainiens sont désormais favorables à une fin négociée de la guerre et près des trois quarts sont prêts à accepter un gel de la ligne de front, même si ce n'est pas selon les conditions de la Russie. Les Ukrainiens continuent d'insister sur des garanties de sécurité, qui pour eux incluent des livraisons d'armes et l'intégration à l'UE.

Le rêve de « se battre jusqu'à la victoire », quoi qu'il arrive, ignore ces limites. À moins que le « soutien indéfectible » de l'Occident n'inclue la volonté d'ouvrir un deuxième front, à quoi devons-nous nous attendre ? La logique du désespoir conduit à abaisser l'âge de la conscription, à étendre le service militaire aux femmes, à expulser les réfugiés ukrainiens en âge d'être appelés à l'étranger, à remplir les tranchées, puis à mettre en place des troupes de barrage et des exécutions sur le terrain pour empêcher les désertions.

L'illusion pacifiste

Cette situation sombre n'est pas seulement un échec national. Elle reflète l'épuisement de porter seul le fardeau le plus lourd et de se battre bec et ongles pour obtenir le soutien matériel de ceux qui pensent que des

condamnations fermes et une aide humanitaire suffisent pour mettre fin à l'invasion russe. Plus la situation devient difficile, plus il est tentant pour certains à l'étranger d'imaginer que la lutte elle-même est le problème.

D'où l'idée que les armes occidentales ne font que « prolonger les souffrances » et que couper cette bouée de sauvetage à l'Ukraine la pousserait à accepter les « concessions nécessaires ». C'est une illusion réconfortante fondée sur un raisonnement erroné. Si les mots seuls pouvaient mettre fin à l'oppression, les grèves et les révolutions auraient été remplacées par des concours d'éloquence.

Les livraisons d'armes n'entravent pas la diplomatie, mais permettent à l'Ukraine de participer aux négociations. Le président Zelensky a fait part de son ouverture au dialogue et même à des décisions difficiles. Mais seule une partie capable de tenir bon peut négocier sur un pied d'égalité. Désarmer l'Ukraine reviendrait à la forcer à céder. Moscou le sait et exploite les contradictions pour semer la confusion et diviser les rangs.

Le Kremlin a rejeté à plusieurs reprises un cessez-le-feu, indiquant clairement qu'il ne s'intéressait qu'à la capitulation effective de l'Ukraine. Même si le maximalisme de la Russie est en partie un bluff, un conflit « gelé » ou même la cession du Donbass par l'Ukraine ne « s'attaqueraient pas aux causes profondes » de la guerre, comme l'affirme Vladimir Poutine. Moscou a sécurisé son pont terrestre vers la Crimée, mais manque de ressources pour s'emparer du reste des oblasts de Kherson et de Zaporijia, qu'elle revendique également. L'Ukraine ne reconnaîtra jamais ses pertes, même si elle y est formellement contrainte. Le ressentiment fera de la Russie un ennemi éternel, créant ainsi le risque d'une nouvelle flambée de conflit.

La maxime de Poutine lui-même – « Si le combat est inévitable, frappe le premier » – rend la prochaine étape prévisible, si l'on regarde la carte. Une poussée vers l'avant-poste russe en Transnistrie piégerait la Moldavie, sécuriserait le corridor de la mer Noire et étranglerait ce qui reste du commerce maritime ukrainien, tout en livrant Odessa, autrefois joyau de l'empire russe, au cœur de la mythologie du « printemps russe ».

L'abandon de l'Ukraine par les États européens n'apporterait aucune détente. Les nouveaux membres de l'OTAN, la Finlande et la Suède, ont renoncé à leur neutralité précisément en raison de la nouvelle manière dont la Russie « résout les différends ». Cinq pays se sont retirés du traité d'Ottawa interdisant les mines terrestres en 2025 pour la même raison. Les dépenses militaires de la Pologne sont en passe de tripler depuis 2022 et les pays baltes s'apprêtent à consacrer 5 % de leur PIB à la défense. Voir un voisin démembré par un ancien suzerain ne les apaiserait pas, mais les pousserait à s'armer davantage.

Angle mort

L'ultimatum lancé par Moscou en décembre 2021 a clairement affiché ses ambitions : l'OTAN doit se retirer aux frontières de 1997 et reconnaître la sphère d'influence russe en Europe centrale et orientale. Cette exigence semblait absurde jusqu'à ce que les coups de feu retentissent en février 2022. Mais la blitzkrieg de Poutine contre l'Ukraine a échoué et il en tient les « élites dirigeantes européennes » pour responsables.

Personne ne s'attend à ce que les chars russes atteignent Berlin. Mais les États baltes, coincés entre la Russie et son enclave militarisée de Kaliningrad, correspondent au schéma. Les anciennes provinces impériales, qui séparent Moscou de son territoire côtier, constituent une cible tentante. La rhétorique sur les « nations non historiques » en proie à la russophobie est déjà en place.

Si le Kremlin décidait de combler le fossé de Suwałki — cette étroite bande de territoire polonais et lituanien entre Kaliningrad et la Biélorussie, alliée de la Russie — alors que l'Occident est à nouveau en proie à des querelles internes sur les sanctions, la politique énergétique ou la stratégie de défense commune, qui prendrait le risque d'une troisième guerre mondiale ?

À un moment donné, une partie de la gauche a perdu la capacité de distinguer la résistance du militarisme. En considérant l'expansion de l'OTAN comme la cause de la guerre — et en trouvant ainsi une solution dans son simple recul —, les antimilitaristes concèdent discrètement que de vastes régions au-delà de la Russie appartiennent à son domaine « naturel ».

La question centrale est la suivante : si la Russie peut régler ses griefs historiques et répondre à ses « préoccupations légitimes en matière de sécurité » par la force, pourquoi les autres ne le pourraient-ils pas ? La véritable victoire pour le complexe militaro-industriel ne serait pas les livraisons à l'Ukraine ni même les programmes de réarmement, mais une Europe en crise permanente, où chaque frontière devient contestable et où les dépenses de défense augmentent sans fin.

Révisionnisme rancunier

La véritable menace n'est pas le nationalisme ukrainien. Il n'est ni particulièrement sinistre ni plus chauvin que celui de n'importe quel petit État assiégé. Même ceux qui en sont les plus touchés se soucient plus souvent de survivre aux frappes de missiles et aux attaques de drones. Cela n'implique pas une approbation de la mythification nationaliste. Mais se focaliser sur les excès de la politique culturelle de l'Ukraine est une distraction commode, une excuse pour relativiser l'agression et se distancier de ce qui est réellement en jeu.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un empire pétrolier militarisé et expansionniste qui dissimule son ressentiment derrière des discours sur la « justice historique », drapant sa renaissance néotraditionnelle contre « l'Occident décadent » et prêt à utiliser tous les moyens pour revendiquer sa « place légitime dans le monde ». Cette politique de révisionnisme rancunier n'est pas propre à Moscou, mais trouve un écho de Washington à Pékin et doit être combattue avant que tout débat sur le désarmement ne puisse avoir un sens.

Il est grand temps de proposer une alternative crédible dans les débats sur la sécurité, qui ne cède pas au néolibéralisme militarisé et ne fétichise pas la pureté.

Li Andersson, ancienne présidente de l'Alliance de gauche finlandaise, a déjà appelé à une politique étrangère et de sécurité antifasciste. Elle rejette l'illusion selon laquelle on peut raisonner le fascisme, accepte le renforcement des capacités de défense et de l'autonomie stratégique des États membres de l'UE comme condition préalable à la paix et défend le droit international comme mécanisme de prévention contre la subversion autoritaire.

Comme l'a fait valoir Andersson, il est grand temps de proposer une alternative crédible dans les débats sur la sécurité, qui ne cède pas au néolibéralisme militarisé et ne fétichise pas la pureté. L'extrême droite progresse dans les sondages et les budgets de défense gonflent, tandis que les dépenses sociales, l'adaptation au changement climatique et l'aide au développement sont réduites. Pourtant, le problème ici, ce sont les élites qui exploitent cette crise pour faire avancer leur programme, et non les Ukrainiens qui refusent de se soumettre à Poutine.

Pour résister à cette tendance, il faut insister sur deux points. Premièrement, des institutions sociales résilientes et des infrastructures publiques solides sont aussi essentielles que les armes pour résister aux chocs et à ceux qui peuvent les utiliser. Deuxièmement, la démocratie économique, l'inclusion politique et le contrôle public rendent toute cause digne d'être défendue. Comme le montrent les leçons tirées de l'Ukraine, sans cela, tout discours sur la solidarité n'est qu'une imposture.

Il n'y a pas de solution toute faite

Tout le monde souhaite la fin de la guerre, mais personne n'a de solution toute faite — peut-être n'y en a-t-il pas. Nous nous devons mutuellement l'honnêteté que ce moment exige. Tout ce qui ne serait pas le retrait complet de la Russie d'Ukraine serait profondément injuste et carrément dangereux, mais une recherche intransigeante de la justice peut également nous mener à un point de non-retour.

La survie elle-même, c'est-à-dire le fait de rester une nation indépendante malgré les leçons d'histoire de Poutine, est déjà une victoire pour l'Ukraine. Mais l'histoire ne s'arrêtera pas là. Les États cupides attaquent non pas parce qu'ils sont provoqués, mais parce qu'ils peuvent le faire. Pour les arrêter, il faudra plus que la force morale.

Le Syndicat suédois des journalistes va aider à réformer le NUJU

Source : Union nationale des journalistes d'Ukraine

(27 novembre 2025) Le Syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU) et le Syndicat suédois des journalistes (SJF) lancent un nouveau projet commun visant à soutenir les journalistes ukrainiens et à renforcer les médias indépendants en temps de guerre. Cette initiative, d'une durée de 18 mois, est financée par l'Institut suédois (SI), qui a décidé d'allouer 2 millions de couronnes suédoises (environ 180 000 euros) à sa mise en œuvre. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme de coopération SI Ukraine de cette année, dans le cadre duquel l'Institut a soutenu 47 partenariats ukraino-suédois pour un montant total de 80 millions de couronnes.

La directrice générale de l'Institut suédois, Madeleine Sjöstedt, souligne que ces partenariats revêtent une importance particulière dans les conditions actuelles :

« Grâce à des projets communs et à des programmes éducatifs, nous contribuons à la restauration de l'Ukraine, de sa démocratie et de son intégration européenne. De telles initiatives renforcent la résilience des deux pays. »

La représentante de l'Union suédoise des journalistes, Victoria da Silva, souligne que la coopération repose sur des valeurs et des principes professionnels communs :

« Nous partageons la même vision que nos collègues ukrainiens sur l'importance de la liberté d'expression, de l'indépendance des médias et des normes professionnelles. Notre objectif est de moderniser et de renforcer le travail des organisations journalistiques, de promouvoir le développement de la communauté professionnelle et d'élever les normes d'éthique et d'autorégulation. »

Un soutien essentiel en temps de guerre

Le projet est lancé à un moment où les journalistes ukrainiens travaillent sous les bombardements constants, dans un état d'épuisement émotionnel et d'incertitude économique. C'est pourquoi le soutien international revêt une importance tant professionnelle que morale.

Le président de la NUJU, Sergiy Tomilenko, souligne :

« Nos collègues suédois font preuve d'un niveau de solidarité et d'organisation professionnelle auquel aspirent les communautés journalistiques du monde entier. Pour nous, c'est une chance non seulement d'apprendre, mais aussi de changer, en renforçant les branches régionales, en développant les services aux membres et en mettant en place une protection efficace pour les journalistes. »

Ce qu'implique la coopération

Au cours des 18 prochains mois, la NUJU et le Syndicat suédois des journalistes se concentreront sur :

- le renforcement et la modernisation du travail des organisations régionales de la NUJU,
- la formation professionnelle et l'échange d'expériences entre journalistes ukrainiens et suédois,
- la préparation de nouveaux supports pédagogiques et méthodologiques,
- développer les services aux membres et mettre à jour les procédures internes du syndicat,
- le soutien aux rédactions des médias locaux et indépendants.

Syndicalistes ukrainiens lors de la sixième réunion du Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs

Source : Soutien à l'Ukraine Résistante (numéro 44) *Traduction :* Dick Nichols

Par Christian Mahieux (Solidaires)

REMARQUE : cette traduction omet l'introduction du texte original en français.

(28 novembre 2025) Trois syndicats ukrainiens étaient représentés à la sixième réunion du Réseau international de solidarité et de lutte syndicales, qui s'est tenue à Chianciano Terme (Italie) du 13 au 16 novembre 2025.

- Priama Diia, un syndicat étudiant, représenté par Katya Gritseva ;
- Soyez comme nous sommes, un syndicat du secteur médical, représenté par Yulia Lipitch-Kotchirka et Oksana Slobodyna ;
- Le syndicat régional de Kryvyi Rih de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), représenté par Yuriy Samoylov.

Dans l'impossibilité de se rendre en Italie, la section locale du syndicat des cheminots de la KVPU à Kryvyi Rih a envoyé un message de son président, Vyacheslav Fedorenko.

Pour les quatre camarades ukrainiens (photo ci-dessus avec d'autres délégués), ce fut l'occasion de rappeler aux syndicalistes de différents continents la situation sur le terrain, mais aussi de participer pleinement à la construction d'un réseau syndical international à travers des réunions par secteur professionnel (éducation, industrie, santé et services sociaux) ou par thème. La séance plénière consacrée aux pays en guerre a été un moment fort.

Ces quatre jours ont été l'occasion de nombreux échanges et de quelques clarifications lorsque deux syndicats italiens ont semblé oublier le peuple ukrainien et les syndicalistes ukrainiens dans leurs déclarations sur l'impérialisme, les blocs militaires et les économies de guerre (questions qui étaient pourtant très présentes dans le manifeste adopté par le Réseau).

Soyez comme nous sommes On a fait le bilan de ces rencontres sur son site web :

« Soyez comme nous sommes a participé à la conférence du Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs. Cette organisation internationale s'oppose à la réduction des droits sociaux et du travail, soutient

l'annulation de la dette extérieure des pays qui se trouvent dans un état de dépendance et s'oppose à toutes les formes de discrimination et d'agression armée.

Ses militants ont exprimé leur soutien au peuple ukrainien.

Ses convois syndicaux, organisés depuis le 1er mai 2022, sont l'expression de cette solidarité concrète.

Mais ce n'est pas tout : « Les syndicats ukrainiens qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation de leur territoire et s'opposent au libéralisme économique qui prévaut dans leur pays sont membres de notre réseau et nous les soutenons ! », peut-on lire dans le manifeste du réseau.

Les militants de Soyez comme nous sommes ont évoqué la situation des infirmières en Ukraine en temps de guerre et leur lutte pour de meilleures conditions de travail.

Le réseau a appelé à la solidarité et à la résistance contre une telle exploitation partout dans le monde.

Cela nécessite le développement d'actions de solidarité actives, coordonnées au niveau mondial par catégorie, secteur, pays et continent, souligne le manifeste.

Présentation faite au nom de Priama Diia

Malheureusement, nous ne pouvons pas aujourd'hui prononcer un discours débordant d'enthousiasme, d'espoir ou de ferveur révolutionnaire, si chers à certains de nos camarades les plus naïfs. La situation du peuple ukrainien est grave, peut-être la plus difficile depuis le début de la guerre. Le régime bonapartiste russe, mélange toxique de fascisme, d'inégalités sociales catastrophiques et d'atomisation, reste aussi réactionnaire et méprisable que jamais. Et pourtant, le peuple semble épuisé, ses forces de résistance épuisées. Des dizaines, voire des centaines de milliers d'hommes se cachent aujourd'hui pour échapper à la violence de la mobilisation forcée.

Que peut-on faire ?

Nous sommes un syndicat étudiant aux convictions radicalement démocratiques, qui lutte pour les droits sociaux et les intérêts de ceux qui vivent en Ukraine. Notre réponse doit donc commencer là où notre combat trouve ses racines : dans le système d'enseignement supérieur. Et dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire.

Commençons par les problèmes sociaux et politiques, car les uns découlent des autres. Les universités ukrainiennes ne sont pas vraiment libres. L'accès à l'enseignement gratuit est compétitif ; la plupart des étudiants doivent payer. Aujourd'hui, environ 60 % d'entre eux paient leurs études supérieures et le gouvernement fait tout son possible pour maintenir les frais de scolarité aussi élevés que possible.

En seulement deux ans, les frais de scolarité ont grimpé en flèche de 82 %, ce qui est stupéfiant. L'étudiant moyen paie désormais environ 1 000 euros par an, soit environ 80 UAH par mois, alors que le salaire minimum n'est que de 160 UAH.

Dans le même temps, la qualité de l'enseignement, en particulier dans les sciences humaines, est alarmante. Cela s'explique en partie par la bureaucratisation et le sous-financement chronique : en 2025, le budget national de l'éducation représente à peine 6 % de celui de la France.

La situation sociale précaire des étudiants, dont la plupart commencent à travailler dès leur douzième année, les empêche également de s'organiser efficacement et de participer à la prise de décision.

Les syndicats étudiants officiels, absorbés par la Fédération des syndicats d'Ukraine, non seulement ne parviennent pas à initier le changement, mais calomnient activement notre syndicat, Priama Diia, et collaborent avec des organisations de jeunesse d'extrême droite.

Mais l'attaque va au-delà des droits sociaux : elle porte atteinte au droit même à l'autonomie et à l'éducation. Sous la pression de la Banque mondiale, le ministère de l'Éducation et des Sciences, dirigé par Oksen Lisovyi,

a « réorganisé » les universités afin de réduire les dépenses publiques, sans débat public ni consultation. En conséquence, les étudiants perdent leur place dans les établissements d'enseignement. Dans le même temps, les étudiants de sexe masculin, soupçonnés de se soustraire à la conscription simplement parce que leur inscription leur accorde un report, sont illégalement privés de leur droit de poursuivre leurs études, une pratique particulièrement visible dans la persécution des doctorants.

Il est difficile, mais nécessaire, d'aborder ces questions en Ukraine. Sans éducation, il ne peut y avoir de reconstruction du pays, ni d'espoir d'un avenir socialement juste. C'est pourquoi nous appelons à la solidarité et à l'action dans les domaines clés suivants pour la lutte dans l'enseignement supérieur ukrainien :

1. C'est le peuple qui supporte le plus lourd fardeau de la guerre. Il défend le pays, soutient le front intérieur et paie le prix le plus élevé. Les oligarques, les bureaucrates, les intellectuels nationalistes et les fonctionnaires tentent de vaincre le Kremlin avec des hymnes et des fanfares, comme si l'ennemi ne venait pas des bases militaires mais de Jéricho. Les travailleurs ukrainiens prennent les armes et font preuve de courage ; que les oligarques en supportent les coûts : santé, éducation, science, etc. Nous appelons le gouvernement à geler les frais de scolarité en redistribuant les revenus des grandes entreprises qui nous ont pillés pendant trente ans.

2. La Constitution garantit l'égalité d'accès à l'éducation. La restreindre sous prétexte de mobilisation est absurde et criminel. Nous appelons le gouvernement à affirmer que tous les étudiants inscrits ont un droit inconditionnel à être exemptés de la conscription. L'avenir de l'Ukraine n'est possible qu'en tant qu'État véritablement social avec une classe ouvrière éduquée.

3. La gouvernance universitaire reste étouffée par la bureaucratie. Après le Maïdan de 2014, les universités ont gagné en autonomie, mais sans financement ni outils efficaces pour l'exercer. Chaque dépense nécessite des rapports absurdement détaillés ; les demandes des étudiants se perdent ainsi dans les méandres administratifs. Nous exigeons que le gouvernement accorde aux universités une large autonomie socio-financière. Sans cela, la voix des étudiants restera un simple bruit de fond.

4. Enfin, la corruption et l'inefficacité persistent parce que les bureaucrates à tous les niveaux ne se soucient pas de l'éducation, mais de leur propre reproduction. Seuls deux groupes souhaitent véritablement de meilleures conditions sociales et une éducation de haute qualité : les étudiants et le personnel technique.

Nous exigeons donc que les universités élargissent le pouvoir décisionnel des étudiants et du personnel technique à tous les niveaux de gouvernance.

Chers camarades, nous vous remercions pour votre solidarité. Nous avons toujours ressenti le soutien indéfectible du Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs, qui s'est tenu aux côtés du peuple ukrainien, non seulement contre le régime fasciste russe, mais aussi contre la corruption et l'oligarchie dans notre propre pays.

Nous espérons que cette conférence permettra d'approfondir notre compréhension mutuelle, nous aidera à mieux comprendre la situation dans nos pays respectifs et renforcera notre cause commune.

Le syndicat étudiant indépendant Priama Diia adresse ses salutations et sa solidarité à tous les participants : le mouvement étudiant radical et progressiste d'Ukraine est à vos côtés !

Présentation du syndicat indépendant du secteur de la santé Soyez comme nous sommes

La guerre totale a causé des dommages considérables au système de santé ukrainien. Des milliers d'hôpitaux ont été détruits ou endommagés, certains d'entre eux ont été complètement rasés. Les professionnels de santé sont blessés et tués dans l'exercice de leurs fonctions, dans des conditions extrêmement dangereuses. La guerre crée un risque constant et un manque d'accès aux services médicaux essentiels pour la population, en particulier dans les zones de première ligne et libérées, où le système de santé est soumis à une pression constante. La mobilisation, le danger constant, les bombardements et la surcharge de travail ont entraîné une pénurie de personnel médical. Ceux qui restent travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, souvent sans

fournitures, ressources et soutien psychologique adéquats. Cela conduit à l'épuisement du personnel, au burn-out, à la dépression et à une détérioration de la qualité des services, ce qui, à long terme, menace la stabilité du système de santé.

Outre les défis posés par la guerre, la réforme du secteur de la santé, malgré ses objectifs stratégiques, a eu un certain nombre de conséquences négatives qui ont été particulièrement accentuées pendant la guerre. Le travail des infirmières et du personnel subalterne a été dévalorisé, leurs salaires restant bas et leur protection sociale limitée. Les infirmières, qui remplissent des fonctions essentielles en temps de guerre, ne bénéficient souvent pas d'une rémunération adéquate, de conditions de travail décentes ou d'un soutien suffisant. Au cours du processus de réforme, de nombreux petits hôpitaux, voire des hôpitaux de district, ont été réorganisés ou fermés, ce qui a considérablement réduit l'accès aux soins de santé dans les municipalités rurales et isolées. Cette situation est particulièrement critique en temps de guerre, lorsque les besoins en infrastructures sanitaires augmentent et que les trajets des patients vers les grands hôpitaux sont souvent dangereux ou bloqués, ou qu'il y a tout simplement d'énormes files d'attente pour consulter un médecin dans les hôpitaux centraux. En outre, le passage à un financement « l'argent suit le patient » dans le contexte de la guerre ne tient pas compte de la forte baisse des visites dans les zones de première ligne. En conséquence, de nombreux hôpitaux sont en mode survie, manquant de fonds suffisants pour conserver leur personnel, leur équipement et fournir des soins d'urgence.

Nous demandons sincèrement à la communauté internationale de soutenir l'Ukraine dans la préservation de son système de santé, fondement de la vie et de la stabilité de notre société. Nous vous appelons à :

- renforcer le soutien au système de santé ukrainien ;
- faciliter la reconstruction des hôpitaux détruits et la fourniture d'équipements médicaux ;
- assurer la protection et le soutien des professionnels de santé opérant dans la zone de combat ;
- développer des programmes conjoints de réadaptation psychologique et professionnelle pour les professionnels de santé ;
- promouvoir la stabilité financière des établissements de santé ukrainiens dans les régions de première ligne.

Le personnel médical ukrainien est aujourd'hui en première ligne pour sauver des vies. Son courage et son dévouement méritent le soutien inconditionnel de l'ensemble du monde civilisé. L'Ukraine tient bon, mais nous avons besoin d'aide pour continuer à sauver des vies. L'Ukraine apprécie grandement toutes les marques de solidarité qu'elle a déjà reçues. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires, gouvernements, organisations et bénévoles qui aident notre pays à survivre.

Nous ne demandons pas de la sympathie, nous demandons du soutien afin de pouvoir continuer à sauver des vies, à prendre soin des gens et à rétablir un avenir paisible. Ensemble, nous pouvons préserver ce qui compte le plus : l'humanité, la dignité et la vie.

Message de la section du dépôt de Kryvyï Rih du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (VPZU)

Depuis le début de la guerre totale, le VPZU a joué un rôle organisationnel et de soutien, agissant en tant que porte-parole du personnel ferroviaire, rassemblant les employés et défendant leurs droits sociaux et économiques.

L'invasion à grande échelle par la Fédération de Russie a eu un impact sur tous les aspects de la vie ukrainienne. Les activités syndicales n'ont pas fait exception. Les droits et libertés constitutionnels des citoyens, y compris les droits du travail, ont été restreints pendant cette période difficile pour l'Ukraine. La protection des droits sociaux et économiques des travailleurs a été reléguée au second plan et les victoires des

travailleurs devant les tribunaux ont perdu leur pertinence et leur importance face à la vague incessante de décès de nos défenseurs.

Nos cheminots se sont instantanément transformés en soldats, formant un rempart contre l'agression militaire de la Russie fasciste. Aujourd'hui, nos défenseurs, qui hier conduisaient des trains, réparaient des voies et s'occupaient des passagers, sont en première ligne pour défendre toute l'Europe contre la horde. Les forces armées ukrainiennes sont tout ce que nous avons, la fine ligne entre la lumière et les ténèbres, entre les valeurs démocratiques et le régime totalitaire. Aujourd'hui, nos défenseurs ont besoin d'aide pour préserver leur vie et leur santé et protéger leurs droits socio-économiques. Les mots « solidarité, unité, soutien », communs à toutes les organisations syndicales du monde entier, sont aujourd'hui plus pertinents et nécessaires que jamais pour la victoire de l'Ukraine et de toute la société progressiste sur le totalitarisme.

Ensemble vers la victoire !

Avec tout notre respect et notre gratitude pour votre aide.

Extrait du manifeste établissant l'adhésion au Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs

[...] Les blocs militaires renforcent les menaces de guerre impérialiste dans le monde entier. Ils doivent être dissous (OTAN, OTSC, etc.). Ce sont des instruments de l'impérialisme et nous combattons toutes les formes d'impérialisme : américain, russe, chinois, mais aussi français, par exemple. La classe ouvrière n'a pas à choisir entre les impérialismes et doit soutenir tous les peuples attaqués. Le Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs appelle à l'unification de l'opposition des travailleurs à toute intervention impérialiste et au renforcement des mouvements contre la guerre, la militarisation et l'économie de guerre.

Le génocide perpétré par l'État israélien contre les Palestiniens, avec le soutien actif des États-Unis d'Amérique et de leurs régimes alliés, s'inscrit dans la continuité de la politique raciste, colonialiste et meurtrière de répression féroce et à grande échelle menée depuis des années. Notre réseau, à travers ses organisations membres, s'est engagé dans plusieurs mobilisations à cet égard (manifestations populaires, campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions, flottilles de la liberté, délégations sur le terrain, témoignages de syndicalistes palestiniens, soutien financier, etc.

Nous continuerons à répondre au mieux aux demandes des syndicats palestiniens, dont certains sont membres de notre réseau.

Depuis plus de trois ans, le peuple ukrainien est confronté à la guerre déclenchée par la Fédération de Russie. Nous sommes profondément préoccupés par la situation en Ukraine et par l'impact de la guerre sur le peuple ukrainien. Nous continuerons à répondre au mieux aux demandes des syndicats ukrainiens, dont certains sont membres de notre réseau. En tant que syndicalistes et internationalistes, nous offrons notre soutien à ceux qui résistent en Ukraine, mais aussi en Biélorussie et en Russie, en essayant de répondre aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes dans cette partie du monde. Les convois syndicaux organisés depuis le 1er mai 2022 sont une expression concrète de cette solidarité. Mais cela va plus loin : les syndicats ukrainiens, qui participent activement à la résistance populaire contre l'occupation de leur territoire et qui agissent contre le « libéralisme économique » qui prévaut dans leur pays, sont membres de notre réseau et nous les soutenons !

Au Soudan, le coup d'État d'octobre 2022 a mis fin au processus engagé par la révolution de décembre 2018 et a conduit à une guerre aux conséquences terribles. Il s'agit d'une guerre entre deux groupes d'oppresseurs contre les opprimés, d'un affrontement entre deux forces contre-révolutionnaires et les aspirations révolutionnaires du peuple soudanais.

Les racines de cette guerre résident dans la contradiction croissante entre la révolution de 2018, qui visait à renverser des décennies de dictature, et les forces contre-révolutionnaires qui ont pris le contrôle de l'appareil d'État, avec le soutien de puissances extérieures, pour écraser cette même révolution. Dans cette situation, les

syndicats indépendants continuent à accomplir un travail important, tant en prenant soin de la population locale – dans des conditions extrêmement difficiles – qu'en informant le monde extérieur sur cette guerre.

On pourrait citer la Palestine, l'Ukraine, le Soudan et de nombreuses autres régions du monde. Il ne s'agit pas d'établir une hiérarchie des horreurs du capitalisme, des guerres, de l'impérialisme, etc. Notre syndicalisme, ancré dans les réalités du terrain, s'oppose à tous ces maux. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle à l'unification de l'opposition des travailleurs à toute intervention impérialiste, au renforcement des mouvements contre la guerre, la militarisation et l'impérialisme, et à la lutte contre l'offensive néolibérale.

Là encore, le syndicalisme ne doit ignorer aucune question : quels moyens de défense collective et démocratique ? Comment contrôler la fabrication des armes ? Comment organiser la reconversion de certains secteurs ? Toutes ces questions concernent les travailleurs et donc le syndicalisme.

2000 miles jusqu'à Kharkiv : la campagne de solidarité avec l'Ukraine livre des camions d'aide et de solidarité aux lignes de front ukrainiennes

Rapport de la délégation de la campagne de solidarité avec l'Ukraine (Angleterre et Pays de Galles) en Ukraine

(17 novembre 2025) Le jeudi 6 novembre, une délégation de la campagne de solidarité avec l'Ukraine est arrivée à Kharkiv après avoir parcouru 2 000 miles pour livrer trois camions contenant des vêtements, des sacs de couchage, des casques, des fournitures médicales et bien d'autres choses encore à nos camarades qui se battent sur les lignes de front pour défendre l'Ukraine.

Les camions ont été livrés aux membres de la KVPU (Confédération des syndicats libres d'Ukraine), notamment aux soldats combattant sur le front oriental et aux secouristes. Le même jour, l'un des camions s'est rendu directement sur les lieux d'une urgence à Dnipropetrovska, où 5 595 mineurs étaient piégés sous terre à la suite de bombardements russes. Tous les mineurs ont été mis en sécurité.

Après la livraison de l'aide, Igor Pridhoko, chef de l'organisation régionale de Kharkiv de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), a déclaré sur les réseaux sociaux : « Votre aide rapproche l'Ukraine de la victoire et la paix en Europe ! »

Pridhoko est le directeur du collège sportif spécialisé de Kharkiv, situé à la périphérie de la ville. Il a emmené les membres de l'USC voir les dégâts infernaux causés au collège - qui compte parmi ses anciens élèves des champions olympiques et mondiaux - après trois attaques russes. Le collège a été touché par des missiles Iskander et des bombes aériennes guidées. L'équipe s'est rendue sur place pour constater les dégâts sur le toit du collège, où un missile a transpercé le bâtiment abritant les dortoirs des étudiants. Heureusement, tous les enfants avaient été évacués et personne n'a été blessé.

Mais les dégâts sont catastrophiques. Les enfants continuent de venir au centre pour s'entraîner dans les bâtiments les moins endommagés, l'université dépendant d'un seul générateur pour s'éclairer.

« Nos amis britanniques ont été choqués par les conséquences du bombardement d'un établissement d'enseignement civil », a déclaré Pridhoko. « Nous sommes reconnaissants à nos frères d'avoir compris la gravité de la situation et la nécessité d'un soutien international et d'une aide humanitaire. »

Au cours d'une alerte de huit heures dans toute la région de Kharkiv, l'USC a rendu visite à Sphere, une organisation de défense des droits des femmes et des personnes LGBTQ+. Le centre offre un espace sûr aux femmes et aux personnes LGBTQ+, ce qui est plus nécessaire que jamais alors que les attaques contre Kharkiv sont quasi quotidiennes. Il reste encore un long combat à mener pour parvenir à l'égalité des personnes LGBTQ+ en Ukraine, mais les choses évoluent dans la bonne direction. Avant le début de l'invasion à grande échelle, seuls 20 % de la population soutenaient les droits des homosexuels. Aujourd'hui, ce chiffre est de 60 %.

La délégation est retournée à Kyiv pour participer au Sommet progressiste organisé par SD Platform et rencontrer de jeunes militants et soldats de gauche qui ont discuté de leur vision d'une nouvelle Ukraine, une Ukraine qui place les droits des travailleurs au centre de la reconstruction. Ils ont participé à une table ronde organisée par Sotsialniy Rukh, où ils ont discuté de la nécessité pour le Royaume-Uni de continuer à faire preuve de solidarité avec l'Ukraine et ont mis en garde contre l'ingérence russe dans la politique d'extrême droite à travers l'Europe.

Le dernier jour, la délégation a visité le Save Ukraine Centre, qui sauve des enfants et des familles des régions occupées de l'Ukraine, ainsi que des enfants volés à la Russie. Ce travail dangereux et difficile est devenu encore plus difficile après que Trump ait coupé l'aide américaine à cette organisation caritative. Les coupes budgétaires ont retardé la construction d'un nouveau centre de justice pour enfants, conçu pour assurer la sécurité et le soutien des victimes d'abus sexuels sur mineurs. Cependant, grâce à de nouveaux financements provenant d'Allemagne et de Belgique, les travaux ont repris.

La prochaine étape était une rencontre avec l'ONG LGBT Military, qui apporte son soutien aux soldats LGBTQ+ sur le front. Ce n'était pas la première fois que les chemins de l'USC et de LGBT Military se croisaient, même si nous ne nous en rendions pas compte à l'époque. En 2022 ou 2023, l'USC a livré une voiture à la 72e brigade des Cosaques noirs, où servait le vice-président de LGBT Military, Vikor Pylypenko.

Le voyage s'est terminé par une réunion au siège de la KVPU, où nous avons discuté de l'importance de la solidarité syndicale au-delà des frontières. Un débat important a actuellement lieu au sein de la gauche ukrainienne au sujet du nouveau Code du travail et de la menace que représente l'économie de marché, qui prend le pas sur les droits des travailleurs. En tant que syndicalistes, nous soutenons le travail essentiel de la KVPU et d'autres organisations qui luttent pour un Code du travail équitable qui reconnaisse le droit de grève, des salaires équitables pour tous et des conditions de travail plus justes.

La journaliste Sian Norris a participé à la délégation et ses reportages exclusifs sur le voyage seront publiés dans openDemocracy.

Voir également, par Sian Norris, Des lignes de front aux mines de charbon, les syndicats se battent pour l'avenir de l'Ukraine

Rapport de la délégation UNISON Scotland à Kharkiv

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine

(23 octobre 2025) Fin septembre et début octobre 2025, une délégation de trois sections écossaises d'UNISON (Lothian Health, South Lanarkshire Local Government et North Lanarkshire Local Government, photographiées ici) s'est rendue à Kharkiv pour rencontrer des syndicalistes et d'autres acteurs locaux, avant de se rendre à Kyiv.

Avant leur visite, ils ont récolté plus de 19 000 livres sterling pour le mouvement syndical et d'autres causes à Kharkiv ou en lien avec cette ville.

Vous pouvez télécharger le rapport de la délégation ici.

Luttes des travailleurs en Biélorussie

Le dirigeant syndical australien Demande la libération de Vatslau Areshka

Source : Salidarnast

(10 novembre 2025) Michelle O'Neil, présidente du Conseil australien des syndicats (ACTU), a rencontré la dirigeante de l'opposition démocratique biélorusse, Sviatlana Tsikhanouskaya (photo), lors de sa visite en Australie. Elle a partagé la nouvelle de cette rencontre sur sa page Instagram, décrivant Mme Tsikhanouskaya comme « une voix inspirante et intrépide pour une Biélorussie libre et démocratique ».

Michelle O'Neil a souligné que les syndicats australiens sont solidaires du peuple biélorusse et du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques et s'opposent au régime autoritaire de Loukachenko. L'ACTU a condamné les violations persistantes des droits humains, notamment l'emprisonnement de militants syndicaux et les restrictions des libertés civiles et politiques.

« Nous demandons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, y compris le syndicaliste biélorusse Vatslau Areshka, dont la détérioration de la vue l'empêche désormais d'accomplir les tâches quotidiennes », a déclaré Mme O'Neil.

L'association Salidarnast rappelle que plus d'un millier d'otages politiques sont toujours détenus dans les prisons biélorusses, dont au moins vingt militants syndicaux. La solidarité internationale reste essentielle pour obtenir leur libération et rétablir la liberté syndicale en Biélorussie.

De la dictature aux négociations : le rôle caché des syndicats indépendants

Par Victoria Leontyeva

Source : Salidarnast

(30 septembre 2025) Lorsque nous parlons des conditions préalables au changement, nous nous concentrons souvent sur les individus et avons tendance à sous-estimer le rôle des institutions. L'expérience mondiale montre que les syndicats peuvent jouer un rôle très important dans une transformation pacifique, mais il s'agit des vrais syndicats, pas de leurs simulacres.

Les régimes autoritaires ont tendance à détruire ou à dévaloriser les institutions systémiques et les organisations de la société civile qui, ensemble, forment un système de freins et contrepoids. Aliaksandr Loukachenko ne fait pas exception à cette règle. La Biélorussie a depuis longtemps perdu la véritable séparation des pouvoirs et, à la suite des manifestations de 2020, de nombreuses structures de la société civile ont été interdites.

Les autorités ont accordé une attention particulière à la purge des syndicats indépendants. Et il y a une raison à cela.

Les chercheurs modernes considèrent que le rôle des syndicats dans la transition de l'autocratie à la démocratie est assez important. C'est par exemple la conclusion de la publication « Preconditions for pacted transitions from authoritarian rule » (Conditions préalables à des transitions négociées depuis un régime autoritaire)

rédigée par Gennadii Iakovlev, docteur et membre du personnel de l'Institut universitaire européen (Fiesole, Italie).

L'auteur est convaincu que les organisations telles que les syndicats sont suffisamment solides pour survivre à un régime autocratique et suffisamment pertinentes pour être représentées à la table des négociations. Cela revêt une importance particulière à une période où la société est soudainement confrontée à un changement radical dans l'agenda national.

La recherche souligne que la présence des syndicats en tant que partie prenante aux négociations augmente considérablement les chances de démocratisation. À l'inverse, l'absence des syndicats à la table ronde conduit à un échec du dialogue.

Iakovlev soutient que les syndicats permettent de contrôler le respect par les politiciens des accords qu'ils ont approuvés et garantissent la démocratisation pendant les premières années qui suivent l'effondrement de l'ancien régime. Cela contribue à garantir que les partenaires de négociation ne dérogent pas à leurs promesses.

La recherche affirme que l'implication des syndicats dans le processus de transition a un impact direct et incroyablement fort, suggérant un lien direct entre la force de la classe ouvrière et la démocratisation. Cet impact est très probablement dû au potentiel d'organisation des syndicats.

Selon l'auteur, cela sert de contrepoids à une théorie qui propose que la période de transition n'est influencée que par les groupes d'élite issus du régime précédent.

Iakovlev a également mis en évidence une forte dépendance linéaire entre la part de la population impliquée dans les syndicats et l'augmentation subséquente du niveau de démocratie. D'autre part, l'effet de démocratisation créé par les syndicats peut avoir des racines structurelles et sociales qui dépassent le cadre du processus de négociation.

En outre, la recherche indique que les syndicats, en tant que moteur de la démocratisation, n'agissent jamais seuls, mais collaborent avec d'autres organisations d'opposition.

Dans certains pays, comme le Pérou, Madagascar et le Bénin, la période de transition a été couronnée de succès précisément grâce aux syndicats ou à l'Église catholique.

De ce point de vue, la situation en Biélorussie est à la fois préoccupante et prometteuse. La fédération syndicale actuelle (FPM) ne peut être considérée comme un facteur capable de contrebalancer les acteurs politiques en raison de son manque total d'indépendance. À proprement parler, la FPB n'est même pas un syndicat pro-gouvernemental, mais une imitation de syndicat.

Comme mentionné précédemment, les syndicats indépendants sont interdits. Cela dit, ils conservent tout de même leur potentiel. La question est de savoir si ce potentiel sera réalisé.

Une fois encore, le temps est un facteur essentiel. Aujourd'hui, tout mouvement syndical indépendant opérant ouvertement en Biélorussie est totalement hors de question : ceux qui tentent d'assumer le rôle d'un syndicat alternatif seront immédiatement réprimés.

Cependant, si le rétablissement des activités des syndicats indépendants ne commence qu'après le changement de pouvoir, leur influence pendant la période de transition sera extrêmement limitée.

Cette situation constitue un défi majeur pour les dirigeants et les militants du mouvement syndical. Et leur capacité à relever ce défi déterminera en grande partie la forme et la destination de la transition du pouvoir en Biélorussie.

Pour en savoir plus : Situation des droits humains en Biélorussie. Octobre 2025

Pour en savoir plus

- **Adam Novak : Nous nous battons, nous avons des droits : comment la démocratie des soldats alimente la résistance ukrainienne**
- **Une pour trois : comment les infirmières ukrainiennes travaillent pendant la guerre**